



RENSEIGNEMENTS
SUPPLÉMENTAIRES

Three sets of dotted lines on the left side of the page. Each set starts with a diagonal line of dots that curves into a horizontal line of dots.

RENSEIGNEMENTS
SUPPLÉMENTAIRES

Ce document ne répond pas au Standard sur l'accessibilité des sites Web.
Un service d'assistance pour consulter le contenu de ce document sera
cependant offert à toute personne qui en fait la demande en communiquant
au 418 643-1529 ou, par courriel, à l'adresse communication@sct.gouv.qc.ca

Budget de dépenses 2019-2020

Renseignements supplémentaires

Dépôt légal – Mars 2019
Bibliothèque et Archives nationales du Québec

ISBN : 978-2-550-83572-1 (imprimé)
ISBN : 978-2-550-83573-8 (en ligne)

ISSN 2368-3937 (imprimé)
ISSN 2368-3945 (en ligne)

TABLE DES MATIÈRES

LES DÉPENSES BUDGÉTAIRES 2018-2019 ET LE BUDGET DE DÉPENSES 2019-2020	7
1. Les dépenses budgétaires 2018-2019	7
1.1. La variation des dépenses budgétaires 2018-2019.....	7
1.2. L'évolution des dépenses budgétaires 2018-2019 du gouvernement.....	7
2. Le Budget de dépenses 2019-2020.....	8
2.1. La variation des dépenses de programmes en 2019-2020	8
Annexe 1	
Variation entre le budget de dépenses 2019-2020 et la dépense probable 2018-2019.....	14
LES RÉSULTATS DES ENTITÉS CONSOLIDÉES	17
1. Les résultats des entités consolidées en 2019-2020.....	17
2. Les résultats des fonds spéciaux en 2019-2020	18
3. Les résultats des organismes autres que budgétaires en 2019-2020.....	19
4. Les résultats des réseaux de la santé et des services sociaux et de l'éducation en 2019-2020	20
5. L'évolution de la prévision des résultats des entités consolidées en 2018-2019.....	21
Annexe 1	
Changements à la liste des entités consolidées	24
Annexe 2	
Résultats des fonds spéciaux	26
Annexe 3	
Résultats des organismes autres que budgétaires.....	29
Annexe 4	
Résultats des comptes à fin déterminée.....	33
Annexe 5	
Résultats probables 2018-2019 des fonds spéciaux	37
Annexe 6	
Résultats probables 2018-2019 des organismes autres que budgétaires	40

**LES EFFECTIFS DES MINISTÈRES, DES ORGANISMES, DES RÉSEAUX DU SECTEUR PUBLIC
ET DES SOCIÉTÉS D'ÉTAT 45**

1. L'évolution des effectifs en 2018-2019 45

2. La détermination des niveaux d'effectifs en 2019-2020 47

Annexe 1

Dénombrement des effectifs des organismes publics 48

Annexe 2

Lexique..... 50

**LA RÉPARTITION DU BUDGET DE DÉPENSES 2019-2020 PAR CATÉGORIE ET PAR
BÉNÉFICIAIRE 51**

1. La répartition des dépenses de programmes selon les catégories 51

2. La répartition des dépenses de programmes par bénéficiaire 63

Annexe 1

Répartition du Budget de dépenses 2019-2020 par catégorie 64

Annexe 2

Répartition des dépenses de programmes 2019-2020 par bénéficiaire..... 65

APPENDICES

Appendice A

Budget de dépenses 2019-2020 par mission..... 69

Appendice B

Indicateurs économiques et budgétaires..... 79

B.1

Évolution des dépenses de programmes, du service de la dette et des dépenses budgétaires 80

B.2

Évolution au Québec de certains indicateurs spécifiques..... 81

B.3

Dépenses par portefeuille..... 82

RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

LES DÉPENSES BUDGÉTAIRES 2018-2019 ET LE BUDGET DE DÉPENSES 2019-2020

1. LES DÉPENSES BUDGÉTAIRES 2018-2019

Pour l'exercice financier 2018-2019, les dépenses budgétaires du gouvernement s'établissent à 83 644,8 M\$. Les dépenses de programmes s'élèvent à 76 869,4 M\$ et le service de la dette à 6 775,4 M\$.

Évolution du budget de dépenses 2018-2019

(en millions de dollars)

	Dépenses de programmes	Service de la dette	Dépenses budgétaires
Budget de dépenses 2018-2019	76 869,4	7 160,4	84 029,8
Variation	-	(385,0)	(385,0)
Dépense probable 2018-2019	76 869,4	6 775,4	83 644,8

1.1 LA VARIATION DES DÉPENSES BUDGÉTAIRES 2018-2019

Les dépenses de programmes s'établissent à 76 869,4 M\$ pour l'exercice financier 2018-2019 en respect avec l'objectif initial de dépenses fixé lors du dépôt du Budget de dépenses 2018-2019.

Quant au service de la dette du fonds général du fonds consolidé du revenu, il est révisé à la baisse de 385,0 M\$ en 2018-2019, en raison principalement de taux d'intérêt à long terme plus faibles que prévu, d'une dette moins élevée du fait d'un surplus plus élevé que prévu en 2017-2018 et, enfin, de l'utilisation plus rapide du Fonds des générations pour le remboursement de la dette, ce qui génère des économies en intérêts.

1.2 L'ÉVOLUTION DES DÉPENSES BUDGÉTAIRES 2018-2019 DU GOUVERNEMENT

Les dépenses de programmes sont en hausse de 6,1 %, s'élevant à 76 869,4 M\$ en 2018-2019 comparativement à 72 427,8 M\$ en 2017-2018.

Le service de la dette s'établit à 6 775,4 M\$, ce qui représente une diminution de 372,7 M\$ ou de 5,2 % par rapport à 2017-2018.

Ainsi, les dépenses budgétaires du gouvernement encourues au cours de l'exercice financier 2018-2019 s'établissent à 83 644,8 M\$, en hausse de 4 068,9 M\$ ou de 5,1 % par rapport à l'exercice financier précédent.

Dépenses budgétaires 2018-2019

(en millions de dollars)

	2018-2019	2017-2018	Variation	
			M\$	%
Dépenses de programmes	76 869,4	72 427,8	4 441,6	6,1
Service de la dette	6 775,4	7 148,1	(372,7)	(5,2)
Dépenses budgétaires	83 644,8	79 575,9	4 068,9	5,1

2. LE BUDGET DE DÉPENSES 2019-2020

Les dépenses de programmes s'élèvent à 81 350,7 M\$ en 2019-2020, soit une augmentation de 4 481,3 M\$ ou de 5,8 %.

Le service de la dette s'établit à 6 589,3 M\$, soit une baisse de 186,1 M\$ par rapport à 2018-2019 qui s'explique, notamment, par l'augmentation des revenus du Fonds d'amortissement des régimes de retraite.

Au total, les dépenses budgétaires du gouvernement pour l'exercice financier 2019-2020 présentent une croissance de 5,1 % par rapport à 2018-2019, pour s'établir à 87 940,0 M\$.

Évolution des dépenses budgétaires 2019-2020

(en millions de dollars)

	2019-2020	2018-2019	Variation	
			M\$	%
Dépenses de programmes	81 350,7	76 869,4	4 481,3	5,8
Service de la dette	6 589,3	6 775,4	(186,1)	(2,7)
Dépenses budgétaires	87 940,0	83 644,8	4 295,2	5,1

2.1 LA VARIATION DES DÉPENSES DE PROGRAMMES EN 2019-2020

La variation des dépenses de programmes de 4 481,3 M\$ en 2019-2020 est attribuable aux hausses suivantes :

- 2 214,1 M\$ au portefeuille « Santé et Services sociaux », soit 5,9 %;
- 1 441,4 M\$ au portefeuille « Éducation et Enseignement supérieur », soit 6,1 %;
- 732,5 M\$ dans les autres portefeuilles, soit 3,4 %;
- 93,3 M\$ au Fonds de suppléance.

Répartition de la croissance des dépenses de programmes 2019-2020

(en millions de dollars)

	Budget de dépenses 2019-2020	Dépense probable 2018-2019	Variation	
			M\$	%
Santé et Services sociaux	40 823,6	38 609,5	2 214,1	5,9 ¹
Éducation et Enseignement supérieur	20 896,7	19 455,3	1 441,4	6,1 ²
Autres portefeuilles	18 778,7	18 046,2	732,5	3,4 ³
Fonds de suppléance ⁴	851,7	758,4	93,3	
Total	81 350,7	76 869,4	4 481,3	5,8

¹ Le pourcentage de variation a été calculé en excluant, de la dépense probable 2018-2019, les transferts provenant de la provision pour la réalisation d'activités soutenant l'intégration et la francisation des immigrants du ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion et les transferts provenant de la provision pour moderniser les systèmes d'information dans le secteur de la santé du ministère des Finances.

² Le pourcentage de variation a été calculé en excluant, de la dépense probable 2018-2019, les transferts provenant de la provision pour la réalisation d'activités soutenant l'intégration et la francisation des immigrants du ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion, ainsi qu'en excluant les coûts de la subvention relative à la taxe scolaire.

³ Le pourcentage de variation a été calculé en incluant, à la dépense probable 2018-2019, les transferts provenant de la provision pour la réalisation d'activités soutenant l'intégration et la francisation des immigrants du ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion ainsi que les transferts provenant de la provision pour moderniser les systèmes d'information dans le secteur de la santé du ministère des Finances.

⁴ Vise à pourvoir aux dépenses imprévues pouvant survenir dans l'un ou l'autre des programmes gouvernementaux et aux coûts de certaines mesures qui sont annoncées au Discours sur le budget 2019-2020.

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX**Hausse de 2 214,1 M\$ du budget de dépenses en 2019-2020**

La croissance allouée au ministère de la Santé et des Services sociaux s'élève à 2 214,1 M\$ en 2019-2020.

En excluant, de la dépense probable 2018-2019, un montant de 12,2 M\$ provenant annuellement de la provision pour la réalisation d'activités soutenant l'intégration et la francisation des immigrants du ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion ainsi qu'un montant de 30,0 M\$ provenant de la provision pour moderniser les systèmes d'information dans le secteur de la santé du ministère des Finances, la croissance des dépenses du Ministère totalise 2 256,3 M\$, soit 5,9 %. Cette croissance permet notamment :

- de couvrir les ajustements salariaux prévus au 1^{er} avril 2019 et l'indexation des dépenses autres que salariales;
- de financer les augmentations de rémunération prévues pour les professionnels de la santé;

- d'augmenter les services à la population, notamment pour développer de façon majeure les soins à domicile, pour introduire de nouveaux traitements améliorant significativement l'espérance et la qualité de vie des personnes, pour consolider les soins et services développés et assurer une plus grande stabilité des équipes de travail, pour offrir plus de 900 lits et places d'hébergement supplémentaires, pour rehausser le financement du Programme de soutien aux organismes communautaires, ainsi que pour renforcer la présence et la contribution des infirmières praticiennes spécialisées dans l'ensemble du réseau de la santé et des services sociaux;
- d'assurer les paiements du service de dette découlant des investissements réalisés dans le réseau de la santé et des services sociaux;
- de couvrir la croissance des coûts relatifs à la consommation de médicaments et de services pharmaceutiques.

ÉDUCATION ET ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Hausse de 1 441,4 M\$ du budget de dépenses en 2019-2020

Les dépenses du ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur augmentent de 1 441,4 M\$ en 2019-2020.

En excluant, de la dépenses probable 2018-2019, un montant de 78,5 M\$ provenant annuellement de la provision pour la réalisation d'activités soutenant l'intégration et la francisation des immigrants du ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion afin d'être sur une base comparable et en excluant les coûts de la subvention relative à la taxe scolaire, la croissance des dépenses 2019-2020 du Ministère est de 1 141,4 M\$, soit de 6,1 %.

La croissance permet d'assurer le financement :

- des mesures prévues au Discours sur le budget 2019-2020, notamment :
 - à l'éducation préscolaire et à l'enseignement primaire et secondaire, le déploiement graduel de la maternelle 4 ans à temps plein pour tous, l'offre d'une heure de plus par jour au secondaire pour les activités parascolaires et l'introduction de diverses mesures pour soutenir la réussite et la persévérance et assurer un soutien aux enseignants;
 - à l'enseignement supérieur, l'implantation de la révision du modèle de financement des cégeps, la valorisation de la profession enseignante et le soutien aux établissements dans leur rôle socioéconomique régional.
- des principaux facteurs de croissance des divers réseaux de l'éducation et de l'enseignement supérieur, notamment les coûts liés à la rémunération, aux effets de clientèle et à la dette subventionnée;
- de la mise en œuvre de la réforme de la taxe scolaire.

Le budget de dépenses 2019-2020 permet également de financer les programmes liés à la condition féminine et au secteur du loisir et du sport de même que de soutenir le fonctionnement des organismes relevant du ministre et des divers organismes œuvrant en éducation.

AUTRES MINISTÈRES

Augmentation globale de 3,4 %

En excluant le Fonds de suppléance, les principales variations des autres ministères sont les suivantes :

- le budget de l'**Assemblée nationale** diminue de 0,7 M\$. Cette variation résulte principalement de la baisse du coût des régimes de retraite des membres de l'Assemblée nationale;
- le budget des **Personnes désignées par l'Assemblée nationale** baisse de 81,6 M\$. Cette baisse s'explique principalement par la non récurrence des dépenses relatives aux élections générales provinciales tenues en 2018;
- le budget du ministère des **Affaires municipales et de l'Habitation** augmente de 184,8 M\$. Cette variation s'explique principalement par la subvention gouvernementale versée à la Société d'habitation du Québec afin de compenser la baisse des revenus provenant de la Société canadienne d'hypothèques et de logement. Au budget du Ministère, s'ajoutera une somme additionnelle prévue au Fonds de suppléance afin de tenir compte de mesures annoncées dans le cadre du Discours sur le budget 2019-2020;
- le budget du ministère de l'**Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation** pour l'exercice financier 2019-2020 augmente de 16,0 M\$. Cette variation s'explique essentiellement par les sommes additionnelles obtenues au Discours sur le budget de mars 2018 s'appliquant à 2019-2020, notamment pour les investissements en bien-être animal, en efficacité énergétique et en transformation alimentaire. Au budget du Ministère, s'ajoutera une somme additionnelle prévue au Fonds de suppléance afin de tenir compte de mesures annoncées dans le cadre du Discours sur le budget 2019-2020;
- en excluant le Fonds de suppléance, le budget du **Conseil du trésor et de l'Administration gouvernementale** augmente de 46,7 M\$. Cette variation s'explique principalement par un ajustement à la hausse des coûts des régimes de retraite de la fonction publique ainsi que par un rehaussement de l'enveloppe afin de pourvoir aux projets de la Stratégie pour une administration publique numérique et de la Stratégie de gestion des ressources humaines. Au budget du Ministère, s'ajoutera une somme additionnelle prévue au Fonds de suppléance afin de tenir compte de mesures annoncées dans le cadre du Discours sur le budget 2019-2020;
- le budget du ministère du **Conseil exécutif** augmente de 15,0 M\$. Cette variation est liée principalement aux indexations relatives aux grandes ententes nordiques ainsi qu'à la seconde année de mise en œuvre du programme Renforcer la vitalité des communautés du Secrétariat aux relations avec les Québécois d'expression anglaise. Au budget du Ministère, s'ajoutera une somme additionnelle prévue au Fonds de suppléance afin de tenir compte de mesures annoncées dans le cadre du Discours sur le budget 2019-2020;
- le budget du ministère de la **Culture et des Communications** augmente de 0,7 M\$. Cette variation s'explique notamment par une bonification des budgets du Ministère conformément au Plan d'action gouvernemental en culture 2018-2023. Au budget du Ministère, s'ajoutera une somme additionnelle prévue au Fonds de suppléance afin de tenir compte de mesures annoncées dans le cadre du Discours le budget 2019-2020;

- le budget du ministère de l'**Économie et de l'Innovation** augmente de 36,5 M\$. Cette hausse s'explique essentiellement par l'octroi de sommes obtenues aux Discours sur le budget de mars 2018 et de mars 2017 s'appliquant à 2019-2020 pour la mise en œuvre des différentes stratégies et plans d'action visant, notamment, la recherche et l'innovation, la réalisation de projets mobilisateurs au Québec ainsi que le développement du secteur de l'aluminium, de même que par une baisse des provisions pour pertes reliées aux mandats gouvernementaux dans le cadre du Fonds du développement économique. Au budget du Ministère, s'ajoutera une somme additionnelle prévue au Fonds de suppléance afin de tenir compte de mesures annoncées dans le cadre du Discours sur le budget 2019-2020;
- le budget du ministère de l'**Énergie et des Ressources naturelles** diminue de 39,6 M\$. Cette baisse s'explique principalement par des dépenses qui ont été encourues en 2018-2019 pour permettre le financement de programmes d'aide financière de Transition énergétique Québec. En 2019-2020, le financement de ces dépenses sera assumé par le Fonds vert. Au budget du Ministère, s'ajoutera une somme additionnelle prévue au Fonds de suppléance afin de tenir compte de mesures annoncées dans le cadre du Discours sur le budget 2019-2020;
- le budget du ministère de l'**Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques** s'établit au même niveau que la dépense probable 2018-2019. Au budget du Ministère, s'ajoutera une somme additionnelle prévue au Fonds de suppléance afin de tenir compte de mesures annoncées dans le cadre du Discours sur le budget 2019-2020;
- le budget du ministère de la **Famille** augmente de 212,9 M\$. Cette hausse s'explique principalement par l'effet de différents facteurs de variation dans le financement des services de garde, dont les majorations salariales du personnel, l'abolition progressive de la contribution additionnelle pour la garde d'enfants et l'augmentation du nombre de places subventionnées. Au budget du Ministère, s'ajoutera une somme additionnelle prévue au Fonds de suppléance afin de tenir compte de mesures annoncées dans le cadre du Discours sur le budget 2019-2020;
- en excluant le service de la dette, le budget du ministère des **Finances** augmente de 84,3 M\$. Cette variation s'explique principalement par des transferts effectués en 2018-2019 en provenance de la provision pour des initiatives concernant les revenus et les fraudes envers l'État et de la provision pour moderniser les systèmes d'information dans le secteur de la santé ainsi que par l'obtention d'une somme additionnelle afin de tenir compte de mesures annoncées dans le cadre du Discours sur le budget 2019-2020. À cela s'ajoutera une somme additionnelle prévue au Fonds de suppléance;
- le budget du ministère des **Forêts, de la Faune et des Parcs** diminue de 10,9 M\$. Cette variation s'explique notamment par des dépenses additionnelles encourues en 2018-2019 pour la suppression des feux de forêts. En excluant les coûts reliés à la suppression des feux de forêts, le budget du Ministère augmente de 15,6 M\$. Cette variation s'explique notamment par une hausse des sommes dédiées au plan d'intervention contre la tordeuse des bourgeons de l'épinette et à l'accessibilité aux terres du domaine de l'État ainsi qu'à la protection des espèces menacées. Au budget du Ministère, s'ajoutera une somme additionnelle prévue au Fonds de suppléance afin de tenir compte de mesures annoncées dans le cadre du Discours sur le budget 2019-2020;
- le budget du ministère de l'**Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion** augmente de 308,4 M\$. En incluant, dans la dépense probable 2018-2019, la provision pour la réalisation d'activités soutenant l'intégration et la francisation des immigrants, cette augmentation est ramenée à 142,6 M\$. Cette variation s'explique principalement par l'ajout d'une somme additionnelle afin de tenir compte de mesures annoncées dans le cadre du Discours sur le budget 2019-2020 pour intensifier les efforts d'intégration et de francisation des personnes immigrantes;

- le budget du ministère de la **Justice** augmente de 15,2 M\$. Cette augmentation s'explique principalement par la mise en œuvre du Plan pour moderniser le système de justice, de même que par le financement du projet d'agrandissement et de réaménagement du palais de justice de Rimouski. Au budget du Ministère, s'ajoutera une somme additionnelle prévue au Fonds de suppléance afin de tenir compte de mesures annoncées dans le cadre du Discours sur le budget 2019-2020;
- le budget du ministère des **Relations internationales et de la Francophonie** s'établit à un niveau comparable à la dépense probable 2018-2019. Au budget du Ministère, s'ajoutera une somme additionnelle prévue au Fonds de suppléance afin de tenir compte de mesures annoncées dans le cadre du Discours sur le budget 2019-2020;
- le budget de dépenses alloué au ministère de la **Sécurité publique** diminue de 62,6 M\$. En excluant, de la dépense probable 2018-2019 et du budget de dépenses 2019-2020, les coûts reliés à l'aide financière aux sinistrés, de même que le transfert des sommes, au cours de 2018-2019, de la provision pour des initiatives concernant les revenus et les fraudes envers l'État du ministère des Finances, la croissance des dépenses du Ministère totalise plutôt 6,8 M\$. Au budget du Ministère, s'ajoutera une somme additionnelle prévue au Fonds de suppléance afin de tenir compte de mesures annoncées dans le cadre du Discours sur le budget 2019-2020;
- le budget du ministère du **Tourisme** est en baisse de 35,4 M\$. La variation s'explique principalement par une modification aux normes du Programme de soutien aux stratégies de développement touristique relativement au mode de versement, désormais sous forme de prise en charge des services de dette. Au budget du Ministère, s'ajoutera une somme additionnelle prévue au Fonds de suppléance afin de tenir compte de mesures annoncées dans le cadre du Discours sur le budget 2019-2020;
- le budget de dépenses du ministère des **Transports** présente une hausse de 26,5 M\$. Cette variation s'explique notamment par la mise en œuvre de la Politique de mobilité durable – 2030, la bonification de la subvention versée à la Société des Traversiers du Québec ainsi que par la volonté du Ministère de rehausser l'expertise interne;
- le budget du ministère du **Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale** augmente de 16,5 M\$. En tenant compte des montants provenant annuellement de la provision pour la réalisation d'activités soutenant l'intégration et la francisation des immigrants du ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion, cette augmentation est portée à 91,5 M\$. Cette variation s'explique principalement par les mesures du Plan d'action gouvernemental pour l'inclusion économique et la participation sociale 2017-2023. Au budget du Ministère, s'ajoutera une somme additionnelle prévue au Fonds de suppléance afin de tenir compte de mesures annoncées dans le cadre du Discours sur le budget 2019-2020.

ANNEXE 1

Variation entre le budget de dépenses 2019-2020 et la dépense probable 2018-2019¹ (en millions de dollars)

	Dépense probable 2018-2019	Budget de dépenses 2019-2020	Variation		Mesures du Discours sur le budget	Budget de dépenses 2019-2020 (incluant les mesures)	Variation	
			M\$	%			M\$	%
Assemblée nationale	137,6	136,9	(0,7)	(0,5)	-	136,9	(0,7)	(0,5)
Personnes désignées par l'Assemblée nationale	187,4	105,8	(81,6)	(43,5)	-	105,8	(81,6)	(43,5)
Affaires municipales et Habitation	1 902,5	2 087,3	184,8	9,7	62,1	2 149,4	246,9	13,0
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	953,2	969,2	16,0	1,7	4,5	973,7	20,5	2,2
Conseil du trésor et Administration gouvernementale	1 395,3	1 535,3	140,0	7,3 ³	(339,2)	1 196,1	(199,2)	9,7 ³
Conseil exécutif	453,4	468,4	15,0	3,3	11,4	479,8	26,4	5,8
Culture et Communications ²	771,6	772,3	0,7	0,1	37,5	809,8	38,2	5,0
Économie et Innovation	1 056,7	1 093,2	36,5	3,5	105,2	1 198,4	141,7	13,4
Éducation et Enseignement supérieur	19 455,3	20 896,7	1 441,4	6,1 ⁴	-	20 896,7	1 441,4	6,1 ⁴
Énergie et Ressources naturelles	127,2	87,6	(39,6)	(31,1)	11,7	99,3	(27,9)	(21,9)
Environnement et Lutte contre les changements climatiques	205,4	205,4	-	-	11,2	216,6	11,2	5,5
Famille	2 574,3	2 787,1	212,9	8,3	0,8	2 787,9	213,7	8,3
Finances ²	115,9	200,1	84,3	(1,0) ⁵	2,1	202,2	86,4	- ⁵
Forêts, Faune et Parcs	536,8	526,0	(10,9)	3,2 ⁶	20,1	546,1	9,2	7,3 ⁶
Immigration, Diversité et Inclusion	173,8	482,2	308,4	42,0 ⁷	-	482,2	308,4	42,0 ⁷
Justice	1 027,7	1 042,9	15,2	1,9 ⁸	10,4	1 053,3	25,6	2,9 ⁸
Relations internationales et Francophonie	111,7	111,5	(0,2)	(0,2)	2,4	113,9	2,2	2,0
Santé et Services sociaux	38 609,5	40 823,6	2 214,1	5,9 ⁹	-	40 823,6	2 214,1	5,9 ⁹
Sécurité publique	1 692,0	1 629,4	(62,6)	0,4 ¹⁰	28,9	1 658,3	(33,7)	2,3 ¹⁰
Tourisme	193,8	158,3	(35,4)	(18,3)	1,2	159,5	(34,2)	(17,7)
Transports	736,7	763,2	26,5	3,6	-	763,2	26,5	3,6
Travail, Emploi et Solidarité sociale	4 451,8	4 468,3	16,5	2,3 ¹¹	29,7	4 498,0	46,2	2,9 ¹¹
Dépenses de programmes	76 869,4	81 350,7	4 481,3	5,8	-	81 350,7	4 481,3	5,8
Service de la dette	6 775,4	6 589,3	(186,1)	(2,7)	-	6 589,3	(186,1)	(2,7)
Dépenses budgétaires	83 644,8	87 940,0	4 295,2	5,1	-	87 940,0	4 295,2	5,1

- ¹ Les données étant arrondies, la somme des montants inscrits peut ne pas correspondre au total. Les dépenses de programmes sont présentées selon la structure budgétaire 2019-2020. Concernant les références 4, 5, 7, 8, 9, 10 et 11, une provision est un élément d'un programme pour laquelle une loi sur les crédits donne au Conseil du trésor le pouvoir d'autoriser le transfert d'une partie d'un crédit entre programmes ou portefeuilles pour les objets et, s'il y a lieu, selon les conditions qui sont déterminées au volume « Crédits des ministères et organismes ».
- ² Pour les fins de ce tableau, le service de la dette est exclu des dépenses des portefeuilles « Finances » et « Culture et Communications ».
- ³ Le pourcentage de variation a été calculé en excluant, du budget de dépenses 2019-2020 et de la dépense probable 2018-2019, le programme Fonds de suppléance.
- ⁴ Le pourcentage de variation a été calculé en excluant, de la dépense probable 2018-2019, les transferts provenant annuellement de la provision pour la réalisation d'activités soutenant l'intégration et la francisation des immigrants du ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion et en excluant, du budget de dépenses 2019-2020 et de la dépense probable 2018-2019, les coûts de la subvention relative à la taxe scolaire.
- ⁵ Le pourcentage de variation a été calculé en incluant, à la dépense probable 2018-2019, la provision pour des initiatives concernant les revenus et les fraudes envers l'État et la provision pour moderniser les systèmes d'information dans le secteur de la santé.
- ⁶ Le pourcentage de variation a été calculé en excluant, du budget de dépenses 2019-2020 et de la dépense probable 2018-2019, les coûts reliés à la suppression des feux de forêts.
- ⁷ Le pourcentage de variation a été calculé en incluant, à la dépense probable 2018-2019, la provision pour la réalisation d'activités soutenant l'intégration et la francisation des immigrants.
- ⁸ Le pourcentage de variation a été calculé en excluant, de la dépense probable 2018-2019, les transferts provenant de la provision pour des initiatives concernant les revenus et les fraudes envers l'État du ministère des Finances.
- ⁹ Le pourcentage de variation a été calculé en excluant, de la dépense probable 2018-2019, les transferts provenant annuellement de la provision pour la réalisation d'activités soutenant l'intégration et la francisation des immigrants du ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion et les transferts provenant de la provision pour moderniser les systèmes d'information dans le secteur de la santé du ministère des Finances.
- ¹⁰ Le pourcentage de variation a été calculé en excluant, du budget de dépenses 2019-2020 et de la dépense probable 2018-2019, les coûts reliés à l'aide financière aux sinistrés et en excluant, de la dépense probable 2018-2019, les transferts provenant de la provision pour des initiatives concernant les revenus et les fraudes envers l'État du ministère des Finances.
- ¹¹ Le pourcentage de variation a été calculé en excluant, de la dépense probable 2018-2019, les transferts provenant annuellement de la provision pour la réalisation d'activités soutenant l'intégration et la francisation des immigrants du ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion et les transferts provenant de la provision pour des initiatives concernant les revenus et les fraudes envers l'État du ministère des Finances.

LES RÉSULTATS DES ENTITÉS CONSOLIDÉES

1. LES RÉSULTATS DES ENTITÉS CONSOLIDÉES EN 2019-2020

Les revenus et les dépenses prévus des entités consolidées s'élèvent respectivement à 92 712,8 M\$ et à 89 891,8 M\$ pour l'exercice financier 2019-2020, avant les ajustements de la consolidation, pour un impact favorable de 2 821,0 M\$ sur les résultats financiers du gouvernement. Par rapport à 2018-2019, ces résultats représentent une détérioration de 368,2 M\$ qui se répartit ainsi :

- une détérioration de 231,5 M\$ des résultats prévus des fonds spéciaux;
- une détérioration de 222,1 M\$ des résultats prévus des organismes autres que budgétaires;
- une détérioration de 56,0 M\$ des résultats prévus des entités des réseaux de l'éducation et aucune variation des résultats prévus au réseau de la santé et des services sociaux;
- une amélioration de 141,4 M\$ des résultats prévus des comptes à fin déterminée.

Résultats des entités consolidées en 2019-2020^{1,2}

(en millions de dollars)

	2019-2020			2018-2019 ³			Variation des résultats
	Revenus	Dépenses	Prévision des résultats	Revenus	Dépenses	Résultats	
Fonds spéciaux	17 984,9	15 224,3	2 760,6	17 644,3	14 652,2	2 992,1	(231,5)
Organismes autres que budgétaires	25 823,6	25 791,1	32,5	24 899,4	24 644,8	254,6	(222,1)
Réseaux de l'éducation	18 741,0	18 772,0	(31,0)	17 779,0	17 754,0	25,0	(56,0)
Réseau de la santé et des services sociaux	28 973,0	28 973,0	-	27 537,0	27 537,0	-	-
	91 522,5	88 760,4	2 762,1	87 859,7	84 588,0	3 271,7	(509,6)
Comptes à fin déterminée ⁴	1 190,3	1 131,4	58,9	1 446,9	1 529,4	(82,5)	141,4
Résultats des entités consolidées	92 712,8	89 891,8	2 821,0	89 306,6	86 117,4	3 189,2	(368,2)

¹ Les résultats des entités consolidées sont présentés avant les ajustements de la consolidation. Ces ajustements ont pour effet d'éliminer les opérations conclues entre les entités du périmètre comptable du gouvernement et envers le fonds général du fonds consolidé du revenu, d'harmoniser les conventions comptables en usage dans les entités consolidées avec celles utilisées par le gouvernement et d'effectuer les reclassifications adéquates.

² Ces résultats ne tiennent pas compte de certaines mesures du Discours sur le budget 2019-2020.

³ Les données sont présentées conformément à la structure 2019-2020.

⁴ Les résultats des comptes à fin déterminée sont présentés à l'annexe 4.

Les changements survenus à la répartition des fonds spéciaux et des organismes autres que budgétaires par portefeuille sont présentés à l'annexe 1.

2. LES RÉSULTATS DES FONDS SPÉCIAUX EN 2019-2020

Les fonds spéciaux présentent un surplus prévu de 2 760,6 M\$ avant les ajustements de la consolidation pour l'exercice financier 2019-2020, soit une variation à la baisse de 231,5 M\$ par rapport à 2018-2019. En excluant la baisse des résultats de 602,0 M\$ au Fonds des générations, les résultats des fonds spéciaux sont en hausse de 370,5 M\$. Cette hausse s'explique en grande partie par les facteurs suivants :

- un surplus prévu de 67,5 M\$ au Fonds des réseaux de transport terrestre en 2019-2020 comparativement à un déficit prévu de 434,1 M\$ en 2018-2019. Cette variation à la hausse des résultats de 501,6 M\$ s'explique principalement par des dépenses extraordinaires non récurrentes en 2018-2019;
- un déficit prévu de 1,0 M\$ au fonds Capital Mines Hydrocarbures en 2019-2020 comparativement à un déficit de 94,7 M\$ en 2018-2019. Cette variation à la hausse des résultats de 93,7 M\$ s'explique principalement par une moins-value durable anticipée pour 2018-2019 sur des actions détenues;
- une amélioration des résultats au Fonds des ressources naturelles – volet Aménagement durable du territoire forestier de 33,9 M\$ s'expliquant notamment par des dépenses additionnelles liées à la protection des forêts au cours de l'exercice 2018-2019;
- un surplus prévu de 151,0 M\$ au Fonds vert en 2019-2020 comparativement à un surplus anticipé de 301,8 M\$ en 2018-2019. Cette diminution des résultats de 150,8 M\$ est attribuable à la mise en œuvre du Programme de traitement des matières organiques par biométhanisation et compostage ainsi qu'à une accélération du rythme de réalisation des mesures du Plan d'action 2013-2020 sur les changements climatiques;
- un déficit prévu de 17,9 M\$ au Fonds de prévention et de recherche en matière de cannabis en 2019-2020 comparativement à un surplus de 17,9 M\$ en 2018-2019. Cette variation à la baisse des résultats de 35,8 M\$ s'explique principalement par l'utilisation du surplus cumulé généré lors de la première année d'implantation;
- un surplus prévu de 38,6 M\$ au Fonds de financement en 2019-2020 comparativement à un surplus de 69,7 M\$ en 2018-2019. Cette variation à la baisse des résultats de 31,1 M\$ est attribuable à l'augmentation de l'encours des emprunts à long terme ainsi qu'à la diminution des revenus sur les prêts consentis à la clientèle;
- un surplus prévu de 42,1 M\$ au Fonds de développement du marché du travail en 2019-2020 comparativement à un surplus de 66,2 M\$ en 2018-2019. Cette variation à la baisse de 24,1 M\$ est principalement attribuable à une intensification des dépenses dans les mesures d'aide à l'emploi.

Résultats en 2019-2020 des fonds spéciaux^{1,2} (en millions de dollars)

	2019-2020			2018-2019			Variation des résultats
	Revenus	Dépenses	Prévision des résultats	Revenus	Dépenses	Résultats	
Fonds des réseaux de transport terrestre	4 381,5	4 314,0	67,5	3 967,4	4 401,5	(434,1)	501,6
Capital Mines Hydrocarbures	1,2	2,2	(1,0)	0,9	95,6	(94,7)	93,7
Fonds des ressources naturelles – volet Aménagement durable du territoire forestier	534,6	534,6	-	530,6	564,5	(33,9)	33,9
Fonds vert	1 070,6	919,6	151,0	1 074,8	773,0	301,8	(150,8)
Fonds de prévention et de recherche en matière de cannabis	25,0	42,9	(17,9)	25,0	7,1	17,9	(35,8)
Fonds de financement	1 963,4	1 924,8	38,6	1 768,9	1 699,2	69,7	(31,1)
Fonds de développement du marché du travail	1 157,1	1 115,0	42,1	1 156,1	1 089,9	66,2	(24,1)
Autres fonds spéciaux	6 347,5	6 371,2	(23,7)	6 014,6	6 021,4	(6,8)	(16,9)
	15 480,9	15 224,3	256,6	14 538,3	14 652,2	(113,9)	370,5
Fonds des générations	2 504,0	-	2 504,0	3 106,0	-	3 106,0	(602,0)
Résultats avant les ajustements de la consolidation	17 984,9	15 224,3	2 760,6	17 644,3	14 652,2	2 992,1	(231,5)

¹ Les résultats des fonds spéciaux sont présentés à l'annexe 2.

² Les données étant arrondies, la somme des montants inscrits peut ne pas correspondre au total.

3. LES RÉSULTATS DES ORGANISMES AUTRES QUE BUDGÉTAIRES EN 2019-2020

Les résultats prévus des organismes autres que budgétaires affichent un surplus de 32,5 M\$ en 2019-2020 avant les ajustements de la consolidation comparativement à un surplus anticipé de 254,6 M\$ en 2018-2019. Cette détérioration de 222,1 M\$ des résultats prévus s'explique en grande partie par les facteurs suivants :

- un surplus prévu de 59,2 M\$ à La Financière agricole du Québec en 2019-2020 comparativement à un surplus prévu de 137,6 M\$ en 2018-2019. Cette variation à la baisse de 78,4 M\$ des résultats est principalement attribuable à des besoins plus élevés pour les programmes d'assurance stabilisation des revenus agricoles et de financement agricole;
- un déficit prévu de 3,7 M\$ à la Société de financement des infrastructures locales du Québec en 2019-2020 comparativement à un surplus prévu de 43,5 M\$ en 2018-2019. Cette variation à la baisse de 47,2 M\$ s'explique principalement par une diminution des transferts du gouvernement fédéral en fonction de l'avancement des projets d'infrastructures locales prévus par les municipalités et les organismes municipaux;

Les résultats des entités consolidées

- un surplus prévu de 15,9 M\$ à la Société québécoise des infrastructures en 2019-2020 comparativement à un surplus prévu de 54,7 M\$ en 2018-2019. Cette variation à la baisse de 38,8 M\$ des résultats s'explique principalement par l'augmentation du service de la dette, la hausse des frais de fonctionnement résultant d'ajustements aux coûts réels ou d'indexations, de la dépense d'amortissement à la suite de la livraison de nouveaux projets, ainsi que par une perte sur disposition d'immeuble prévue en 2019-2020.

Résultats en 2019-2020 des organismes autres que budgétaires^{1,2}

(en millions de dollars)

	2019-2020			2018-2019			Variation des résultats
	Revenus	Dépenses	Prévision des résultats	Revenus	Dépenses	Résultats	
La Financière agricole du Québec	547,8	488,6	59,2	541,1	403,5	137,6	(78,4)
Société de financement des infrastructures locales du Québec	450,6	454,3	(3,7)	597,5	554,0	43,5	(47,2)
Société québécoise des infrastructures	1 039,4	1 023,5	15,9	1 041,1	986,4	54,7	(38,8)
	2 037,8	1 966,4	71,4	2 179,7	1 943,9	235,8	(164,4)
Autres organismes ³	23 785,8	23 824,7	(38,9)	22 719,7	22 700,9	18,8	(57,7)
Résultats avant les ajustements de la consolidation	25 823,6	25 791,1	32,5	24 899,4	24 644,8	254,6	(222,1)

¹ Les résultats des organismes autres que budgétaires sont présentés à l'annexe 3.

² Les données étant arrondies, la somme des montants inscrits peut ne pas correspondre au total.

³ Incluant, entre autres, la Régie de l'assurance maladie du Québec dont les revenus et les dépenses s'établissent à 13 311,1 M\$ et le Fonds de l'assurance médicaments dont les revenus et les dépenses s'établissent à 3 809,1 M\$ en 2019-2020.

4. LES RÉSULTATS DES RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX ET DE L'ÉDUCATION EN 2019-2020

Les résultats prévus des réseaux de la santé et des services sociaux et de l'éducation présentent un déficit de 31,0 M\$ pour l'exercice financier 2019-2020, comparativement à un surplus de 25,0 M\$ en 2018-2019, soit une détérioration de 56,0 M\$.

Résultats en 2019-2020 des entités des réseaux de la santé et des services sociaux et de l'éducation

(en millions de dollars)

	2019-2020			2018-2019			Variation des résultats
	Revenus	Dépenses	Prévision des résultats	Revenus	Dépenses	Résultats	
Réseaux de l'éducation	18 741,0	18 772,0	(31,0)	17 779,0	17 754,0	25,0	(56,0)
Réseau de la santé et des services sociaux	28 973,0	28 973,0	-	27 537,0	27 537,0	-	-
Résultats avant les ajustements de la consolidation	47 714,0	47 745,0	(31,0)	45 316,0	45 291,0	25,0	(56,0)

5. L'ÉVOLUTION DE LA PRÉVISION DES RÉSULTATS DES ENTITÉS CONSOLIDÉES EN 2018-2019

Les résultats prévus des entités consolidées avant les ajustements de la consolidation sont supérieurs de 892,2 M\$ à ceux présentés au Budget de dépenses 2018-2019 :

- les résultats prévus des fonds spéciaux et des organismes autres que budgétaires se sont améliorés de 880,6 M\$;
- les résultats prévus des réseaux de l'éducation se sont améliorés de 51,0 M\$;
- les résultats prévus du réseau de la santé et des services sociaux demeurent à l'équilibre;
- les résultats prévus des comptes à fin déterminée sont en baisse de 39,4 M\$.

Évolution de la prévision des résultats des entités consolidées en 2018-2019¹

(en millions de dollars)

	Résultats probables			Budget de dépenses			Variation des résultats
	Revenus	Dépenses	Résultats	Revenus	Dépenses	Résultats	
Fonds spéciaux	17 644,3	14 652,2	2 992,1	16 804,5	14 563,5	2 241,0	751,1
Organismes autres que budgétaires ²	24 899,4	24 644,8	254,6	25 123,3	24 998,2	125,1	129,5
	42 543,7	39 297,0	3 246,7	41 927,8	39 561,7	2 366,1	880,6
Réseaux de l'éducation	17 779,0	17 754,0	25,0	17 662,0	17 688,0	(26,0)	51,0
Réseau de la santé et des services sociaux	27 537,0	27 537,0	-	27 043,0	27 043,0	-	-
Comptes à fin déterminée	1 446,9	1 529,4	(82,5)	1 564,9	1 608,0	(43,1)	(39,4)
Résultats avant les ajustements de la consolidation	89 306,6	86 117,4	3 189,2	88 197,7	85 900,7	2 297,0	892,2

¹ Les résultats probables des fonds spéciaux et des organismes autres que budgétaires sont présentés respectivement aux annexes 5 et 6.

² Incluant les dépenses du Conseil de gestion du Fonds vert qui sont financées par le Fonds vert. Ces prévisions de dépenses sont présentées à titre informatif puisqu'elles sont incluses à celles du Fonds vert.

Plus précisément, les principales variations des résultats prévus des fonds spéciaux et des organismes autres que budgétaires avant les ajustements de la consolidation s'expliquent par les facteurs suivants :

- un surplus de 301,8 M\$ au Fonds vert en 2018-2019 comparativement à un déficit prévu de 115,9 M\$ au Budget de dépenses 2018-2019. Cette amélioration des résultats de 417,7 M\$ est principalement attribuable à des revenus du marché du carbone plus élevés qu'anticipés et à la réalisation plus lente que prévue des mesures du Plan d'action 2013-2020 sur les changements climatiques;
- un surplus de 66,2 M\$ en 2018-2019 est prévu au Fonds de développement du marché du travail comparativement à un déficit anticipé de 2,6 M\$ au Budget de dépenses 2018-2019. Cette amélioration des résultats de 68,8 M\$ est principalement attribuable à des revenus supplémentaires non anticipés pour plus de 50,0 M\$, découlant notamment de nouvelles ententes avec le gouvernement fédéral et d'une diminution des dépenses engendrée par une baisse du nombre de participants aux services publics d'aide à l'emploi;

- un surplus prévu de 69,7 M\$ en 2018-2019 au Fonds de financement comparativement à un surplus prévu de 33,4 M\$ au Budget de dépenses 2018-2019. Cette amélioration des résultats de 36,3 M\$ est principalement attribuable à l'augmentation des revenus d'intérêts provenant notamment des fonds spéciaux et des réseaux de la santé et de l'éducation;
- un surplus prévu de 30,1 M\$ en 2018-2019 au Fonds de protection de l'environnement et du domaine hydrique de l'État comparativement à un surplus anticipé de 7,9 M\$ au Budget de dépenses 2018-2019. Cette amélioration des résultats de 22,2 M\$ est principalement attribuable aux compensations financières pour la conservation des milieux humides hydriques;
- un déficit prévu de 434,1 M\$ en 2018-2019 au Fonds des réseaux de transport terrestre comparativement à un déficit de 91,0 M\$ au Budget de dépenses 2018-2019. Cette détérioration des résultats de 343,1 M\$ s'explique principalement par le versement, au cours de cet exercice, de contributions prévues à des années financières ultérieures;
- un déficit prévu de 94,7 M\$ en 2018-2019 au fonds Capital Mines Hydrocarbures comparativement à un déficit anticipé de 0,1 M\$ au Budget de dépenses 2018-2019. Cette détérioration des résultats de 94,6 M\$ est principalement attribuable à une moins-value durable anticipée sur des actions détenues;
- un surplus prévu de 43,5 M\$ en 2018-2019 à la Société de financement des infrastructures locales du Québec comparativement à un déficit prévu de 5,8 M\$ au Budget de dépenses 2018-2019. Cette amélioration des résultats de 49,3 M\$ est attribuable à une révision à la baisse des investissements prévus par les municipalités et les organismes municipaux;
- un surplus prévu de 54,7 M\$ en 2018-2019 à la Société québécoise des infrastructures comparativement à un surplus anticipé de 10,2 M\$ au Budget de dépenses 2018-2019. Cette amélioration des résultats de 44,5 M\$ est principalement attribuable à une diminution du service de la dette, à une baisse des dépenses de fonctionnement à la suite des contestations favorables à la Société, au report de la démolition de deux immeubles et à un gain sur cession d'immeuble non prévu initialement au Budget de dépenses 2018-2019.

Évolution de la prévision des résultats des fonds spéciaux et des organismes autres que budgétaires en 2018-2019¹

(en millions de dollars)

	2018-2019		Variation
	Résultats probables	Budget de dépenses	
Fonds spéciaux			
Fonds vert	301,8	(115,9)	417,7
Fonds de développement du marché du travail	66,2	(2,6)	68,8
Fonds de financement	69,7	33,4	36,3
Fonds de protection de l'environnement et du domaine hydrique de l'État	30,1	7,9	22,2
Fonds des réseaux de transport terrestre	(434,1)	(91,0)	(343,1)
Capital Mines Hydrocarbures	(94,7)	(0,1)	(94,6)
	(61,0)	(168,3)	107,3
Autres fonds spéciaux	3 053,1	2 409,3	643,8
	2 992,1	2 241,0	751,1
Organismes autres que budgétaires			
Société de financement des infrastructures locales du Québec	43,5	(5,8)	49,3
Société québécoise des infrastructures	54,7	10,2	44,5
	98,2	4,4	93,8
Autres organismes autres que budgétaires ²	156,4	120,7	35,7
	254,6	125,1	129,5
Résultats avant les ajustements de la consolidation	3 246,7	2 366,1	880,6

¹ Les données étant arrondies, la somme des montants inscrits peut ne pas correspondre au total.

² Incluant les dépenses du Conseil de gestion du Fonds vert qui sont financées par le Fonds vert. Ces prévisions de dépenses sont présentées à titre informatif puisqu'elles sont incluses à celles du Fonds vert.

ANNEXE 1

CHANGEMENTS À LA LISTE DES ENTITÉS CONSOLIDÉES

FONDS SPÉCIAUX ET ORGANISMES AUTRES QUE BUDGÉTAIRES

Certains fonds spéciaux et organismes autres que budgétaires se sont ajoutés à la responsabilité d'un titulaire ou ont été déplacés sous la responsabilité d'un autre, ont changé de statut, de dénomination ou n'apparaissent plus au Budget de dépenses 2019-2020 par rapport à celui de 2018-2019.

Un signe (+) indique l'ajout d'un fonds spécial ou d'un organisme autre que budgétaire et un signe (-) son retrait.

Éducation et Enseignement supérieur

- (-) La Commission de la capitale nationale du Québec et le Fonds de la région de la Capitale-Nationale ont été transférés au portefeuille « Sécurité publique ».

Famille

- (-) Le Fonds de soutien aux proches aidants a été transféré au portefeuille « Santé et Services sociaux ».

Finances

- (+) Le Fonds des revenus provenant de la vente de cannabis a été ajouté à ce portefeuille.

Santé et Services sociaux

- (+) Le Fonds de prévention et de recherche en matière de cannabis a été ajouté à ce portefeuille.
- (+) Le Fonds de soutien aux proches aidants a été intégré à ce portefeuille en provenance du portefeuille « Famille ».

Sécurité publique

- (+) La Commission de la capitale nationale du Québec et le Fonds de la région de la Capitale-Nationale ont été intégrés à ce portefeuille en provenance du portefeuille « Éducation et Enseignement supérieur ».

ANNEXE 1 (suite)

COMPTES À FIN DÉTERMINÉE

À l'égard des comptes à fin déterminée, un nouveau compte a été approuvé par rapport à l'exercice précédent.

- (+) Le Compte pour le financement d'activités réalisées dans le cadre du Plan Nord a été ajouté au portefeuille « Économie et Innovation ». Ce compte a été constitué spécifiquement pour permettre au ministère de comptabiliser des sommes versées par la Société du Plan Nord pour le financement de projets visant des activités réalisées dans le cadre du Plan Nord.

Trois nouvelles demandes d'utilisation au compte général « Compte pour la formation, le partenariat et l'organisation d'événements spéciaux » ont été accordées, soit aux portefeuilles : « Énergie et Ressources naturelles », « Santé et Services sociaux » et « Sécurité publique ».

ENTITÉS DES RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX ET DE L'ÉDUCATION

La liste des organismes des réseaux de la santé et des services sociaux et de l'éducation du gouvernement est disponible à l'annexe 3 du volume I des Comptes publics.

ANNEXE 2

Résultats des fonds spéciaux¹

(en millions de dollars)

	2019-2020			2018-2019			Variation des résultats
	Revenus	Dépenses	Résultats	Revenus	Dépenses	Résultats	
Affaires municipales et Habitation							
Fonds de développement des territoires	117,3	123,6	(6,3)	107,3	120,9	(13,6)	7,3
	117,3	123,6	(6,3)	107,3	120,9	(13,6)	7,3
Culture et Communications							
Fonds Avenir Mécénat Culture	5,0	5,5	(0,5)	5,0	5,9	(0,9)	0,4
Fonds du patrimoine culturel québécois	19,7	22,1	(2,4)	15,7	18,3	(2,6)	0,2
	24,7	27,6	(2,9)	20,7	24,2	(3,5)	0,6
Économie et Innovation							
Capital Mines Hydrocarbures	1,2	2,2	(1,0)	0,9	95,6	(94,7)	93,7
Fonds du développement économique	373,1	373,1	-	413,5	413,5	-	-
	374,3	375,3	(1,0)	414,4	509,1	(94,7)	93,7
Éducation et Enseignement supérieur							
Fonds pour le développement du sport et de l'activité physique	72,0	84,3	(12,3)	72,9	66,6	6,3	(18,6)
Fonds pour l'excellence et la performance universitaires	25,0	25,0	-	25,0	25,0	-	-
	97,0	109,3	(12,3)	97,9	91,6	6,3	(18,6)
Énergie et Ressources naturelles							
Fonds des ressources naturelles	29,7	40,0	(10,3)	30,6	29,9	0,7	(11,0)
Fonds de transition énergétique	2,8	2,8	-	1,6	1,6	-	-
Fonds d'information sur le territoire	145,7	116,2	29,5	142,7	108,3	34,4	(4,9)
	178,2	159,0	19,2	174,9	139,8	35,1	(15,9)
Environnement et Lutte contre les changements climatiques							
Fonds de protection de l'environnement et du domaine hydrique de l'État	44,1	26,6	17,5	54,7	24,6	30,1	(12,6)
Fonds vert	1 070,6	919,6	151,0	1 074,8	773,0	301,8	(150,8)
	1 114,7	946,2	168,5	1 129,5	797,6	331,9	(163,4)
Famille							
Fonds des services de garde éducatifs à l'enfance	2 567,1	2 567,1	-	2 373,8	2 393,3	(19,5)	19,5
Fonds pour le développement des jeunes enfants	-	8,3	(8,3)	15,1	21,3	(6,2)	(2,1)
	2 567,1	2 575,4	(8,3)	2 388,9	2 414,6	(25,7)	17,4

ANNEXE 2 (suite)

Résultats des fonds spéciaux¹

(en millions de dollars)

	2019-2020			2018-2019			Variation des résultats
	Revenus	Dépenses	Résultats	Revenus	Dépenses	Résultats	
Finances							
Fonds de financement	1 963,4	1 924,8	38,6	1 768,9	1 699,2	69,7	(31,1)
Fonds des générations	2 504,0	-	2 504,0	3 106,0	-	3 106,0	(602,0)
Fonds des revenus provenant de la vente de cannabis	49,6	49,6	-	7,7	7,7	-	-
Fonds du centre financier de Montréal	0,8	1,4	(0,6)	0,8	1,3	(0,5)	(0,1)
Fonds du Plan Nord	97,0	87,2	9,8	92,0	88,2	3,8	6,0
Fonds du Tribunal administratif des marchés financiers	3,9	3,9	-	3,9	3,0	0,9	(0,9)
Fonds relatif à l'administration fiscale	981,3	981,3	-	906,7	906,7	-	-
	5 600,0	3 048,2	2 551,8	5 886,0	2 706,1	3 179,9	(628,1)
Forêts, Faune et Parcs							
Fonds des ressources naturelles - volet Aménagement durable du territoire forestier	534,6	534,6	-	530,6	564,5	(33,9)	33,9
	534,6	534,6	-	530,6	564,5	(33,9)	33,9
Justice							
Fonds Accès Justice	15,9	19,1	(3,2)	15,8	17,8	(2,0)	(1,2)
Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels	19,0	32,6	(13,6)	28,3	29,5	(1,2)	(12,4)
Fonds des registres du ministère de la Justice	40,5	56,2	(15,7)	43,8	45,5	(1,7)	(14,0)
Fonds du Tribunal administratif du Québec	40,5	42,0	(1,5)	40,0	41,4	(1,4)	(0,1)
Fonds relatif aux contrats publics	0,1	-	0,1	0,6	0,1	0,5	(0,4)
	116,0	149,9	(33,9)	128,5	134,3	(5,8)	(28,1)
Santé et Services sociaux							
Fonds de prévention et de recherche en matière de cannabis	25,0	42,9	(17,9)	25,0	7,1	17,9	(35,8)
Fonds de soutien aux proches aidants	0,7	16,2	(15,5)	15,7	14,9	0,8	(16,3)
Fonds des ressources informationnelles du secteur de la santé et des services sociaux	239,3	230,8	8,5	204,7	211,1	(6,4)	14,9
	265,0	289,9	(24,9)	245,4	233,1	12,3	(37,2)
Sécurité publique							
Fonds de la région de la Capitale-Nationale	19,0	19,0	-	17,0	31,8	(14,8)	14,8
Fonds des services de police	687,1	687,1	-	668,4	668,4	-	-
	706,1	706,1	-	685,4	700,2	(14,8)	14,8
Tourisme							
Fonds de partenariat touristique	205,5	206,5	(1,0)	223,9	224,9	(1,0)	-
	205,5	206,5	(1,0)	223,9	224,9	(1,0)	-

ANNEXE 2 (suite)

Résultats des fonds spéciaux¹

(en millions de dollars)

	2019-2020			2018-2019			Variation des résultats
	Revenus	Dépenses	Résultats	Revenus	Dépenses	Résultats	
Transports							
Fonds aérien	69,4	68,5	0,9	75,3	74,2	1,1	(0,2)
Fonds de gestion de l'équipement roulant	135,0	133,8	1,2	125,0	125,0	-	1,2
Fonds de la sécurité routière	55,6	47,0	8,6	17,7	28,5	(10,8)	19,4
Fonds des réseaux de transport terrestre	4 381,5	4 314,0	67,5	3 967,4	4 401,5	(434,1)	501,6
	4 641,5	4 563,3	78,2	4 185,4	4 629,2	(443,8)	522,0
Travail, Emploi et Solidarité sociale							
Fonds d'aide à l'action communautaire autonome	38,5	39,8	(1,3)	27,8	27,8	-	(1,3)
Fonds de développement du marché du travail	1 157,1	1 115,0	42,1	1 156,1	1 089,9	66,2	(24,1)
Fonds des biens et des services	117,6	122,6	(5,0)	114,1	111,2	2,9	(7,9)
Fonds des technologies de l'information du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale	21,3	21,3	-	20,9	20,9	-	-
Fonds du Tribunal administratif du travail	78,5	78,5	-	76,6	76,6	-	-
Fonds québécois d'initiatives sociales	29,7	32,4	(2,7)	29,9	36,0	(6,1)	3,4
	1 442,7	1 409,6	33,1	1 425,4	1 362,4	63,0	(29,9)
Total avant les ajustements de la consolidation	17 984,9	15 224,3	2 760,6	17 644,3	14 652,2	2 992,1	(231,5)

¹ Les données étant arrondies, les montants inscrits peuvent ne pas correspondre au total. Les résultats des entités consolidées sont présentés avant les ajustements de la consolidation.

ANNEXE 3

Résultats des organismes autres que budgétaires¹

(en millions de dollars)

	2019-2020			2018-2019			Variation des résultats
	Revenus	Dépenses	Résultats	Revenus	Dépenses	Résultats	
Affaires municipales et Habitation							
Régie du bâtiment du Québec	77,5	67,3	10,2	74,8	63,0	11,8	(1,6)
Société d'habitation du Québec	1 215,8	1 292,5	(76,7)	1 184,4	1 248,7	(64,3)	(12,4)
	1 293,3	(1 359,8)	(66,5)	1 259,2	1 311,7	(52,5)	(14,0)
Agriculture, Pêcheries et Alimentation							
La Financière agricole du Québec	547,8	488,6	59,2	541,1	403,5	137,6	(78,4)
	547,8	(488,6)	59,2	541,1	403,5	137,6	(78,4)
Conseil du trésor et Administration gouvernementale							
Autorité des marchés publics	16,8	16,8	-	7,3	5,7	1,6	(1,6)
Centre de services partagés du Québec	541,1	551,7	(10,6)	545,4	533,8	11,6	(22,2)
Société québécoise des infrastructures	1 039,4	1 023,5	15,9	1 041,1	986,4	54,7	(38,8)
	1 597,3	(1 592,0)	5,3	1 593,8	1 525,9	67,9	(62,6)
Conseil exécutif							
Centre de la francophonie des Amériques	2,9	3,1	(0,2)	2,8	3,0	(0,2)	-
	2,9	(3,1)	(0,2)	2,8	3,0	(0,2)	-
Culture et Communications							
Bibliothèque et Archives nationales du Québec	90,3	92,8	(2,5)	93,8	93,5	0,3	(2,8)
Conseil des arts et des lettres du Québec	127,0	127,0	-	137,8	137,8	-	-
Conservatoire de musique et d'art dramatique du Québec	32,0	32,2	(0,2)	32,2	32,6	(0,4)	0,2
Musée d'Art contemporain de Montréal	12,7	12,3	0,4	15,4	15,1	0,3	0,1
Musée de la Civilisation	32,4	31,5	0,9	33,8	31,2	2,6	(1,7)
Musée national des beaux-arts du Québec	30,0	29,9	0,1	30,0	29,9	0,1	-
Société de développement des entreprises culturelles	83,0	83,2	(0,2)	83,0	82,5	0,5	(0,7)
Société de la Place des Arts de Montréal	41,5	41,0	0,5	41,6	38,5	3,1	(2,6)
Société de télédiffusion du Québec	83,0	83,4	(0,4)	87,0	90,3	(3,3)	2,9
Société du Grand Théâtre de Québec	12,9	13,7	(0,8)	13,4	12,6	0,8	(1,6)
	544,8	(547,0)	(2,2)	568,0	564,0	4,0	(6,2)

ANNEXE 3 (suite)

Résultats des organismes autres que budgétaires¹

(en millions de dollars)

	2019-2020			2018-2019			Variation des résultats
	Revenus	Dépenses	Résultats	Revenus	Dépenses	Résultats	
Économie et Innovation							
Centre de recherche industrielle du Québec	36,3	35,8	0,5	36,8	31,9	4,9	(4,4)
Fonds de recherche du Québec - Nature et technologies	78,0	78,0	-	73,4	74,3	(0,9)	0,9
Fonds de recherche du Québec - Santé	125,8	125,8	-	125,8	126,2	(0,4)	0,4
Fonds de recherche du Québec - Société et culture	70,3	70,3	-	70,3	70,4	(0,1)	0,1
Société du parc industriel et portuaire de Bécancour	8,0	5,9	2,1	8,8	5,8	3,0	(0,9)
	318,4	(315,8)	2,6	315,1	308,6	6,5	(3,9)
Éducation et Enseignement supérieur							
Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec	41,6	42,7	(1,1)	41,5	42,9	(1,4)	0,3
Institut national des mines	1,0	1,1	(0,1)	1,0	1,1	(0,1)	-
	42,6	(43,8)	(1,2)	42,5	44,0	(1,5)	0,3
Énergie et Ressources naturelles							
Régie de l'énergie	16,1	17,7	(1,6)	15,5	15,1	0,4	(2,0)
Société de développement de la Baie-James	43,7	40,3	3,4	35,5	36,8	(1,3)	4,7
Société du Plan Nord	145,6	143,1	2,5	96,4	97,8	(1,4)	3,9
Transition énergétique Québec	102,8	102,8	-	59,6	59,6	-	-
	308,2	(303,9)	4,3	207,0	209,3	(2,3)	6,6
Environnement et Lutte contre les changements climatiques							
Conseil de gestion du Fonds vert ²	-	2,3	(2,3)	-	1,9	(1,9)	(0,4)
Société québécoise de récupération et de recyclage	49,7	52,5	(2,8)	50,1	50,1	-	(2,8)
	49,7	(54,8)	(5,1)	50,1	52,0	(1,9)	(3,2)
Finances							
Agence du revenu du Québec	1 226,9	1 226,9	-	1 155,5	1 165,2	(9,7)	9,7
Autorité des marchés financiers	182,6	149,2	33,4	173,1	140,9	32,2	1,2
Financement-Québec	277,8	250,5	27,3	285,3	257,5	27,8	(0,5)
Institut de la statistique du Québec	31,5	31,5	-	31,4	29,9	1,5	(1,5)
Société de financement des infrastructures locales du Québec	450,6	454,3	(3,7)	597,5	554,0	43,5	(47,2)
	2 169,4	(2 112,4)	57,0	2 242,8	2 147,5	95,3	(38,3)

ANNEXE 3 (suite)

Résultats des organismes autres que budgétaires¹

(en millions de dollars)

	2019-2020			2018-2019			Variation des résultats
	Revenus	Dépenses	Résultats	Revenus	Dépenses	Résultats	
Forêts, Faune et Parcs							
Fondation de la faune du Québec	6,9	6,9	-	9,1	9,1	-	-
Société des établissements de plein air du Québec	163,5	162,0	1,5	152,6	151,8	0,8	0,7
	170,4	(168,9)	1,5	161,7	160,9	0,8	0,7
Justice							
Commission des services juridiques	179,0	193,2	(14,2)	185,4	188,0	(2,6)	(11,6)
Fonds d'aide aux actions collectives	1,8	4,3	(2,5)	3,9	4,2	(0,3)	(2,2)
Office des professions du Québec	11,6	12,5	(0,9)	11,0	12,0	(1,0)	0,1
Société québécoise d'information juridique	19,5	19,4	0,1	17,0	16,2	0,8	(0,7)
	211,9	(229,4)	(17,5)	217,3	220,4	(3,1)	(14,4)
Relations internationales et Francophonie							
Office Québec-Monde pour la jeunesse	9,1	9,1	-	9,0	9,0	-	-
	9,1	(9,1)	-	9,0	9,0	-	-
Santé et Services sociaux							
Corporation d'urgences-santé	156,3	156,3	-	151,4	151,4	-	-
Fonds de l'assurance médicaments	3 809,1	3 809,1	-	3 624,3	3 624,3	-	-
Héma-Québec	455,0	455,0	-	438,4	438,4	-	-
Institut national de santé publique du Québec	77,9	79,0	(1,1)	75,5	74,2	1,3	(2,4)
Institut national d'excellence en santé et en services sociaux	24,6	27,4	(2,8)	23,7	24,1	(0,4)	(2,4)
Régie de l'assurance maladie du Québec	13 311,1	13 311,1	-	12 695,6	12 695,6	-	-
	17 834,0	(17 837,9)	(3,9)	17 008,9	17 008,0	0,9	(4,8)
Sécurité publique							
Commission de la capitale nationale du Québec	21,1	23,9	(2,8)	22,8	18,2	4,6	(7,4)
École nationale de police du Québec	39,5	39,5	-	39,1	39,2	(0,1)	0,1
École nationale des pompiers du Québec	2,4	2,4	-	2,8	2,1	0,7	(0,7)
	63,0	(65,8)	(2,8)	64,7	59,5	5,2	(8,0)
Tourisme							
Régie des installations olympiques	72,4	76,3	(3,9)	64,1	66,1	(2,0)	(1,9)
Société du Centre des congrès de Québec	27,7	29,4	(1,7)	28,2	29,8	(1,6)	(0,1)
Société du Palais des congrès de Montréal	61,0	59,0	2,0	61,6	58,3	3,3	(1,3)
	161,1	(164,7)	(3,6)	153,9	154,2	(0,3)	(3,3)

ANNEXE 3 (suite)

Résultats des organismes autres que budgétaires¹

(en millions de dollars)

	2019-2020			2018-2019			Variation des résultats
	Revenus	Dépenses	Résultats	Revenus	Dépenses	Résultats	
Transports							
Société de l'assurance automobile du Québec	284,3	278,5	5,8	281,3	273,3	8,0	(2,2)
Société des Traversiers du Québec	187,8	187,9	(0,1)	152,8	163,0	(10,2)	10,1
	472,1	(466,4)	5,7	434,1	436,3	(2,2)	7,9
Travail, Emploi et Solidarité sociale							
Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris	27,8	27,8	-	27,0	27,0	-	-
	27,8	(27,8)	-	27,0	27,0	-	-
Total avant les ajustements de la consolidation	25 823,6	25 791,1	32,5	24 899,4	24 644,8	254,6	(222,1)

¹ Les données étant arrondies, les montants inscrits peuvent ne pas correspondre au total. Les résultats des entités consolidées sont présentés avant les ajustements de la consolidation.

² Les dépenses du Conseil de gestion du Fonds vert sont financées par le Fonds vert. Ces prévisions de dépenses sont présentées à titre informatif puisqu'elles sont incluses dans celles du Fonds vert.

ANNEXE 4

Résultats des comptes à fin déterminée¹

(en millions de dollars)

	2019-2020			2018-2019			Variation des résultats
	Revenus	Dépenses	Résultats	Revenus	Dépenses	Résultats	
Affaires municipales et Habitation							
Fonds pour l'eau potable et le traitement des eaux usées	33,1	33,1	-	149,5	149,5	-	-
Projets d'infrastructures 2008	62,8	62,8	-	89,5	89,5	-	-
Projets d'infrastructures 2015	25,1	25,1	-	130,3	130,3	-	-
	121,0	121,0	-	369,3	369,3	-	-
Agriculture, Pêcheries et Alimentation							
Financement des programmes de gestion des risques agricoles	107,6	107,6	-	105,3	105,3	-	-
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	2,2	2,2	-	2,7	2,6	0,1	(0,1)
	109,8	109,8	-	108,0	107,9	0,1	(0,1)
Conseil exécutif							
Financement d'activités réalisées dans le cadre du Plan Nord	-	-	-	13,0	13,0	-	-
Financement de la Stratégie d'action jeunesse	-	0,1	(0,1)	-	-	-	(0,1)
Financement de la stratégie du Défi de l'entrepreneuriat jeunesse	-	-	-	-	-	-	-
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	-	-	-	-	-	-	-
	-	0,1	(0,1)	13,0	13,0	-	(0,1)
Culture et Communications							
Application de la politique d'intégration des arts à l'architecture et à l'environnement des bâtiments et des sites gouvernementaux et publics	0,7	0,7	-	1,5	1,4	0,1	(0,1)
Développement de la musique classique au Québec	-	-	-	-	-	-	-
Financement d'activités réalisées dans le cadre du Plan Nord	1,0	1,0	-	1,0	1,0	-	-
Financement des unités autonomes de service - Centre de conservation du Québec	1,3	1,2	0,1	1,2	1,2	-	0,1
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	-	-	-	-	-	-	-
Projets d'infrastructures 2008	6,3	6,3	-	5,0	5,0	-	-
	9,3	9,2	0,1	8,7	8,6	0,1	-

ANNEXE 4 (suite)

Résultats des comptes à fin déterminée¹

(en millions de dollars)

	2019-2020			2018-2019			Variation des résultats
	Revenus	Dépenses	Résultats	Revenus	Dépenses	Résultats	
Économie et Innovation							
Financement d'activités réalisées dans le cadre du Plan Nord	0,1	0,1	-	0,1	0,1	-	-
Fonds d'investissement stratégique pour les établissements postsecondaires	35,0	23,8	11,2	12,4	45,2	(32,8)	44,0
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	2,0	2,0	-	2,0	2,0	-	-
	37,1	25,9	11,2	14,5	47,3	(32,8)	44,0
Éducation et Enseignement supérieur							
Enseignement dans la langue de la minorité et enseignement de la langue seconde	-	-	-	-	17,8	(17,8)	17,8
Financement d'activités réalisées dans le cadre du Plan Nord	4,1	4,1	-	2,6	2,6	-	-
Financement des immobilisations des commissions scolaires Crie et Kativik et de l'école des Naskapis	39,9	39,9	-	39,3	39,3	-	-
Fonds d'investissement stratégique pour les établissements postsecondaires	105,5	105,5	-	2,8	18,5	(15,7)	15,7
Formation dans les pénitenciers fédéraux	-	-	-	0,1	0,1	-	-
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	0,8	0,8	-	1,0	1,0	-	-
	150,3	150,3	-	45,8	79,3	(33,5)	33,5
Énergie et Ressources naturelles							
Financement de mesures de protection, de sécurisation, de réaménagement et de restauration de sites miniers	-	0,1	(0,1)	-	-	-	(0,1)
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	0,7	0,6	0,1	0,6	0,6	-	0,1
	0,7	0,7	-	0,6	0,6	-	-
Environnement et Lutte contre les changements climatiques							
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	3,4	3,5	(0,1)	3,4	3,5	(0,1)	-
	3,4	3,5	(0,1)	3,4	3,5	(0,1)	-

ANNEXE 4 (suite)

Résultats des comptes à fin déterminée¹

(en millions de dollars)

	2019-2020			2018-2019			Variation des résultats
	Revenus	Dépenses	Résultats	Revenus	Dépenses	Résultats	
Finances							
Transfert des revenus d'une partie de la taxe fédérale d'accise sur l'essence et d'un montant additionnel prévu en vertu de la loi C-66	495,7	495,7	-	504,0	504,0	-	-
	495,7	495,7	-	504,0	504,0	-	-
Forêts, Faune et Parcs							
Financement d'activités réalisées dans le cadre du Plan Nord	11,1	11,1	-	3,8	3,9	(0,1)	0,1
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	1,0	2,0	(1,0)	2,4	2,7	(0,3)	(0,7)
	12,1	13,1	(1,0)	6,2	6,6	(0,4)	(0,6)
Immigration, Diversité et Inclusion							
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	2,9	4,0	(1,1)	6,7	3,0	3,7	(4,8)
	2,9	4,0	(1,1)	6,7	3,0	3,7	(4,8)
Justice							
Accord relatif à la Loi sur les contraventions	0,6	0,6	-	0,6	0,6	-	-
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	0,3	0,3	-	0,3	0,3	-	-
	0,9	0,9	-	0,9	0,9	-	-
Santé et Services sociaux							
Coûts des services de santé occasionnés par les accidents d'automobile	104,0	104,0	-	110,1	110,1	-	-
Financement d'activités réalisées dans le cadre du Plan Nord	0,6	0,6	-	0,5	0,7	(0,2)	0,2
Financement du programme d'aide aux joueurs pathologiques	22,0	22,0	-	22,0	22,0	-	-
Fonds d'investissement stratégique pour les établissements postsecondaires	-	0,6	(0,6)	0,6	0,6	-	(0,6)
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	7,3	12,0	(4,7)	28,9	13,6	15,3	(20,0)
Mise en œuvre du plan d'informatisation du réseau de la santé et des services sociaux	5,9	20,0	(14,1)	29,6	10,0	19,6	(33,7)
	139,8	159,2	(19,4)	191,7	157,0	34,7	(54,1)

ANNEXE 4 (suite)

Résultats des comptes à fin déterminée¹

(en millions de dollars)

	2019-2020			2018-2019			Variation des résultats
	Revenus	Dépenses	Résultats	Revenus	Dépenses	Résultats	
Sécurité publique							
Administration de la Loi sur les armes à feu	5,9	5,9	-	5,8	5,8	-	-
Financement des unités autonomes de service - Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale	3,6	3,6	-	3,6	3,6	-	-
Financement du programme d'aide aux joueurs pathologiques	3,0	3,3	(0,3)	3,0	3,0	-	(0,3)
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	88,8	19,0	69,8	157,2	211,3	(54,1)	123,9
	101,3	31,8	69,5	169,6	223,7	(54,1)	123,6
Transports							
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	-	0,2	(0,2)	-	0,2	(0,2)	-
	-	0,2	(0,2)	-	0,2	(0,2)	-
Travail, Emploi et Solidarité sociale							
Financement des projets pilotes pour les travailleurs âgés	-	-	-	-	-	-	-
Financement du Bureau d'évaluation médicale	5,6	5,6	-	4,2	4,2	-	-
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	0,4	0,4	-	0,3	0,3	-	-
	6,0	6,0	-	4,5	4,5	-	-
Total avant les ajustements de la consolidation	1 190,3	1 131,4	58,9	1 446,9	1 529,4	(82,5)	141,4

¹ Les données étant arrondies, les montants inscrits peuvent ne pas correspondre au total. Les résultats des comptes à fin déterminée sont présentés avant les ajustements de la consolidation.

ANNEXE 5

Résultats probables 2018-2019 des fonds spéciaux¹

(en millions de dollars)

	Résultats probables			Budget de dépenses 2018-2019			Variation des résultats
	Revenus	Dépenses	Résultats	Revenus	Dépenses	Résultats	
Affaires municipales et Habitation							
Fonds de développement des territoires	107,3	120,9	(13,6)	107,3	120,7	(13,4)	(0,2)
	107,3	120,9	(13,6)	107,3	120,7	(13,4)	(0,2)
Culture et Communications							
Fonds Avenir Mécénat Culture	5,0	5,9	(0,9)	5,0	6,0	(1,0)	0,1
Fonds du patrimoine culturel québécois	15,7	18,3	(2,6)	15,6	23,1	(7,5)	4,9
	20,7	24,2	(3,5)	20,6	29,1	(8,5)	5,0
Économie et Innovation							
Capital Mines Hydrocarbures	0,9	95,6	(94,7)	1,8	1,9	(0,1)	(94,6)
Fonds du développement économique	413,5	413,5	-	435,6	435,6	-	-
	414,4	509,1	(94,7)	437,4	437,5	(0,1)	(94,6)
Éducation et Enseignement supérieur							
Fonds pour le développement du sport et de l'activité physique	72,9	66,6	6,3	69,9	80,6	(10,7)	17,0
Fonds pour l'excellence et la performance universitaires	25,0	25,0	-	25,0	25,0	-	-
	97,9	91,6	6,3	94,9	105,6	(10,7)	17,0
Énergie et Ressources naturelles							
Fonds des ressources naturelles	30,6	29,9	0,7	32,1	33,8	(1,7)	2,4
Fonds de transition énergétique	1,6	1,6	-	0,1	0,1	-	-
Fonds d'information sur le territoire	142,7	108,3	34,4	142,5	114,4	28,1	6,3
	174,9	139,8	35,1	174,7	148,3	26,4	8,7
Environnement et Lutte contre les changements climatiques							
Fonds de protection de l'environnement et du domaine hydrique de l'État	54,7	24,6	30,1	32,2	24,3	7,9	22,2
Fonds vert	1 074,8	773,0	301,8	735,9	851,8	(115,9)	417,7
	1 129,5	797,6	331,9	768,1	876,1	(108,0)	439,9
Famille							
Fonds des services de garde éducatifs à l'enfance	2 373,8	2 393,3	(19,5)	2 423,3	2 423,3	-	(19,5)
Fonds pour le développement des jeunes enfants	15,1	21,3	(6,2)	15,1	21,3	(6,2)	-
	2 388,9	2 414,6	(25,7)	2 438,4	2 444,6	(6,2)	(19,5)

ANNEXE 5 (suite)

Résultats probables 2018-2019 des fonds spéciaux¹

(en millions de dollars)

	Résultats probables			Budget de dépenses 2018-2019			Variation des résultats
	Revenus	Dépenses	Résultats	Revenus	Dépenses	Résultats	
Finances							
Fonds de financement	1 768,9	1 699,2	69,7	1 710,1	1 676,7	33,4	36,3
Fonds des générations	3 106,0	-	3 106,0	2 491,0	-	2 491,0	615,0
Fonds des revenus provenant de la vente de cannabis	7,7	7,7	-	-	-	-	-
Fonds du centre financier de Montréal	0,8	1,3	(0,5)	0,7	1,3	(0,6)	0,1
Fonds du Plan Nord	92,0	88,2	3,8	91,4	74,6	16,8	(13,0)
Fonds du Tribunal administratif des marchés financiers	3,9	3,0	0,9	2,9	2,9	-	0,9
Fonds relatif à l'administration fiscale	906,7	906,7	-	971,3	971,3	-	-
	5 886,0	2 706,1	3 179,9	5 267,4	2 726,8	2 540,6	639,3
Forêts, Faune et Parcs							
Fonds des ressources naturelles - volet Aménagement durable du territoire forestier	530,6	564,5	(33,9)	487,5	537,9	(50,4)	16,5
	530,6	564,5	(33,9)	487,5	537,9	(50,4)	16,5
Justice							
Fonds Accès Justice	15,8	17,8	(2,0)	15,8	17,7	(1,9)	(0,1)
Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels	28,3	29,5	(1,2)	26,3	30,9	(4,6)	3,4
Fonds des registres du ministère de la Justice	43,8	45,5	(1,7)	39,1	50,0	(10,9)	9,2
Fonds du Tribunal administratif du Québec	40,0	41,4	(1,4)	40,0	41,6	(1,6)	0,2
Fonds relatif aux contrats publics	0,6	0,1	0,5	-	0,4	(0,4)	0,9
	128,5	134,3	(5,8)	121,2	140,6	(19,4)	13,6
Santé et Services sociaux							
Fonds de prévention et de recherche en matière de cannabis	25,0	7,1	17,9	-	-	-	17,9
Fonds de soutien aux proches aidants	15,7	14,9	0,8	15,5	14,9	0,6	0,2
Fonds des ressources informationnelles du secteur de la santé et des services sociaux	204,7	211,1	(6,4)	210,8	210,5	0,3	(6,7)
	245,4	233,1	12,3	226,3	225,4	0,9	11,4
Sécurité publique							
Fonds de la région de la Capitale-Nationale	17,0	31,8	(14,8)	17,0	26,5	(9,5)	(5,3)
Fonds des services de police	668,4	668,4	-	650,1	650,1	-	-
	685,4	700,2	(14,8)	667,1	676,6	(9,5)	(5,3)
Tourisme							
Fonds de partenariat touristique	223,9	224,9	(1,0)	201,8	202,8	(1,0)	-
	223,9	224,9	(1,0)	201,8	202,8	(1,0)	-

ANNEXE 5 (suite)

Résultats probables 2018-2019 des fonds spéciaux¹

(en millions de dollars)

	Résultats probables			Budget de dépenses 2018-2019			Variation des résultats
	Revenus	Dépenses	Résultats	Revenus	Dépenses	Résultats	
Transports							
Fonds aérien	75,3	74,2	1,1	74,4	74,1	0,3	0,8
Fonds de gestion de l'équipement roulant	125,0	125,0	-	123,2	123,2	-	-
Fonds de la sécurité routière	17,7	28,5	(10,8)	42,2	43,1	(0,9)	(9,9)
Fonds des réseaux de transport terrestre	3 967,4	4 401,5	(434,1)	4 175,6	4 266,6	(91,0)	(343,1)
	4 185,4	4 629,2	(443,8)	4 415,4	4 507,0	(91,6)	(352,2)
Travail, Emploi et Solidarité sociale							
Fonds d'aide à l'action communautaire autonome	27,8	27,8	-	25,3	25,7	(0,4)	0,4
Fonds de développement du marché du travail	1 156,1	1 089,9	66,2	1 104,3	1 106,9	(2,6)	68,8
Fonds des biens et des services	114,1	111,2	2,9	112,3	117,3	(5,0)	7,9
Fonds des technologies de l'information du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale	20,9	20,9	-	20,0	20,0	-	-
Fonds du Tribunal administratif du travail	76,6	76,6	-	84,0	84,0	-	-
Fonds québécois d'initiatives sociales	29,9	36,0	(6,1)	30,2	30,5	(0,3)	(5,8)
	1 425,4	1 362,4	63,0	1 376,1	1 384,4	(8,3)	71,3
Total avant les ajustements de la consolidation	17 644,3	14 652,2	2 992,1	16 804,5	14 563,5	2 241,0	751,1

¹ Les données étant arrondies, les montants inscrits peuvent ne pas correspondre au total. Les résultats des entités consolidées sont présentés avant les ajustements de la consolidation.

ANNEXE 6

Résultats probables 2018-2019 des organismes autres que budgétaires¹

(en millions de dollars)

	Résultats probables			Budget de dépenses 2018-2019			Variation des résultats
	Revenus	Dépenses	Résultats	Revenus	Dépenses	Résultats	
Affaires municipales et Habitation							
Régie du bâtiment du Québec	74,8	63,0	11,8	70,2	66,1	4,1	7,7
Société d'habitation du Québec	1 184,4	1 248,7	(64,3)	1 189,0	1 231,4	(42,4)	(21,9)
	1 259,2	(1 311,7)	(52,5)	1 259,2	1 297,5	(38,3)	(14,2)
Agriculture, Pêcheries et Alimentation							
La Financière agricole du Québec	541,1	403,5	137,6	531,0	405,1	125,9	11,7
	541,1	(403,5)	137,6	531,0	405,1	125,9	11,7
Conseil du trésor et Administration gouvernementale							
Autorité des marchés publics	7,3	5,7	1,6	11,8	11,8	-	1,6
Centre de services partagés du Québec	545,4	533,8	11,6	557,4	557,4	-	11,6
Société québécoise des infrastructures	1 041,1	986,4	54,7	1 028,6	1 018,4	10,2	44,5
	1 593,8	(1 525,9)	67,9	1 597,8	1 587,6	10,2	57,7
Conseil exécutif							
Centre de la francophonie des Amériques	2,8	3,0	(0,2)	2,8	3,0	(0,2)	-
	2,8	(3,0)	(0,2)	2,8	3,0	(0,2)	-
Culture et Communications							
Bibliothèque et Archives nationales du Québec	93,8	93,5	0,3	89,6	91,6	(2,0)	2,3
Conseil des arts et des lettres du Québec	137,8	137,8	-	114,3	114,8	(0,5)	0,5
Conservatoire de musique et d'art dramatique du Québec	32,2	32,6	(0,4)	32,1	32,4	(0,3)	(0,1)
Musée d'Art contemporain de Montréal	15,4	15,1	0,3	13,1	12,9	0,2	0,1
Musée de la Civilisation	33,8	31,2	2,6	31,9	30,5	1,4	1,2
Musée national des beaux-arts du Québec	30,0	29,9	0,1	29,0	28,9	0,1	-
Société de développement des entreprises culturelles	83,0	82,5	0,5	72,3	72,2	0,1	0,4
Société de la Place des Arts de Montréal	41,6	38,5	3,1	40,2	38,2	2,0	1,1
Société de télédiffusion du Québec	87,0	90,3	(3,3)	84,4	93,0	(8,6)	5,3
Société du Grand Théâtre de Québec	13,4	12,6	0,8	13,6	13,3	0,3	0,5
	568,0	(564,0)	4,0	520,5	527,8	(7,3)	11,3

ANNEXE 6 (suite)

Résultats probables 2018-2019 des organismes autres que budgétaires¹

(en millions de dollars)

	Résultats probables			Budget de dépenses 2018-2019			Variation des résultats
	Revenus	Dépenses	Résultats	Revenus	Dépenses	Résultats	
Économie et Innovation							
Centre de recherche industrielle du Québec	36,8	31,9	4,9	32,8	32,5	0,3	4,6
Fonds de recherche du Québec - Nature et technologies	73,4	74,3	(0,9)	68,4	69,0	(0,6)	(0,3)
Fonds de recherche du Québec - Santé	125,8	126,2	(0,4)	118,4	118,4	-	(0,4)
Fonds de recherche du Québec - Société et culture	70,3	70,4	(0,1)	64,4	64,6	(0,2)	0,1
Société du parc industriel et portuaire de Bécancour	8,8	5,8	3,0	6,8	5,9	0,9	2,1
	315,1	(308,6)	6,5	290,8	290,4	0,4	6,1
Éducation et Enseignement supérieur							
Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec	41,5	42,9	(1,4)	39,9	41,1	(1,2)	(0,2)
Institut national des mines	1,0	1,1	(0,1)	1,0	1,1	(0,1)	-
	42,5	(44,0)	(1,5)	40,9	42,2	(1,3)	(0,2)
Énergie et Ressources naturelles							
Régie de l'énergie	15,5	15,1	0,4	16,3	17,3	(1,0)	1,4
Société de développement de la Baie-James	35,5	36,8	(1,3)	35,9	35,1	0,8	(2,1)
Société du Plan Nord	96,4	97,8	(1,4)	77,1	69,5	7,6	(9,0)
Transition énergétique Québec	59,6	59,6	-	59,7	59,8	(0,1)	0,1
	207,0	(209,3)	(2,3)	189,0	181,7	7,3	(9,6)
Environnement et Lutte contre les changements climatiques							
Conseil de gestion du Fonds vert ²	-	1,9	(1,9)	-	2,2	(2,2)	0,3
Société québécoise de récupération et de recyclage	50,1	50,1	-	41,7	41,2	0,5	(0,5)
	50,1	(52,0)	(1,9)	41,7	43,4	(1,7)	(0,2)
Finances							
Agence du revenu du Québec	1 155,5	1 165,2	(9,7)	1 220,7	1 220,7	-	(9,7)
Autorité des marchés financiers	173,1	140,9	32,2	176,1	144,4	31,7	0,5
Financement-Québec	285,3	257,5	27,8	288,4	262,6	25,8	2,0
Institut de la statistique du Québec	31,4	29,9	1,5	30,2	30,2	-	1,5
Société de financement des infrastructures locales du Québec	597,5	554,0	43,5	653,0	658,8	(5,8)	49,3
	2 242,8	(2 147,5)	95,3	2 368,4	2 316,7	51,7	43,6
Forêts, Faune et Parcs							
Fondation de la faune du Québec	9,1	9,1	-	6,7	6,7	-	-
Société des établissements de plein air du Québec	152,6	151,8	0,8	151,0	150,4	0,6	0,2
	161,7	(160,9)	0,8	157,7	157,1	0,6	0,2

ANNEXE 6 (suite)

Résultats probables 2018-2019 des organismes autres que budgétaires¹

(en millions de dollars)

	Résultats probables			Budget de dépenses 2018-2019			Variation des résultats
	Revenus	Dépenses	Résultats	Revenus	Dépenses	Résultats	
Justice							
Commission des services juridiques	185,4	188,0	(2,6)	183,0	191,6	(8,6)	6,0
Fonds d'aide aux actions collectives	3,9	4,2	(0,3)	1,5	4,3	(2,8)	2,5
Office des professions du Québec	11,0	12,0	(1,0)	10,6	12,5	(1,9)	0,9
Société québécoise d'information juridique	17,0	16,2	0,8	19,5	16,5	3,0	(2,2)
	217,3	(220,4)	(3,1)	214,6	224,9	(10,3)	7,2
Relations internationales et Francophonie							
Office Québec-Monde pour la jeunesse	9,0	9,0	-	9,1	9,1	-	-
	9,0	(9,0)	-	9,1	9,1	-	-
Santé et Services sociaux							
Corporation d'urgences-santé	151,4	151,4	-	136,4	136,1	0,3	(0,3)
Fonds de l'assurance médicaments	3 624,3	3 624,3	-	3 683,6	3 683,6	-	-
Héma-Québec	438,4	438,4	-	438,4	438,4	-	-
Institut national de santé publique du Québec	75,5	74,2	1,3	73,3	74,3	(1,0)	2,3
Institut national d'excellence en santé et en services sociaux	23,7	24,1	(0,4)	21,6	22,6	(1,0)	0,6
Régie de l'assurance maladie du Québec	12 695,6	12 695,6	-	12 870,1	12 870,1	-	-
	17 008,9	(17 008,0)	0,9	17 223,4	17 225,1	(1,7)	2,6
Sécurité publique							
Commission de la capitale nationale du Québec	22,8	18,2	4,6	22,5	22,9	(0,4)	5,0
École nationale de police du Québec	39,1	39,2	(0,1)	38,3	38,3	-	(0,1)
École nationale des pompiers du Québec	2,8	2,1	0,7	2,8	2,5	0,3	0,4
	64,7	(59,5)	5,2	63,6	63,7	(0,1)	5,3
Tourisme							
Régie des installations olympiques	64,1	66,1	(2,0)	63,1	66,1	(3,0)	1,0
Société du Centre des congrès de Québec	28,2	29,8	(1,6)	27,8	29,9	(2,1)	0,5
Société du Palais des congrès de Montréal	61,6	58,3	3,3	60,6	59,8	0,8	2,5
	153,9	(154,2)	(0,3)	151,5	155,8	(4,3)	4,0
Transports							
Société de l'assurance automobile du Québec	281,3	273,3	8,0	278,9	278,9	-	8,0
Société des Traversiers du Québec	152,8	163,0	(10,2)	153,4	159,4	(6,0)	(4,2)
	434,1	(436,3)	(2,2)	432,3	438,3	(6,0)	3,8

ANNEXE 6 (suite)

Résultats probables 2018-2019 des organismes autres que budgétaires¹

(en millions de dollars)

	Résultats probables			Budget de dépenses 2018-2019			Variation des résultats
	Revenus	Dépenses	Résultats	Revenus	Dépenses	Résultats	
Travail, Emploi et Solidarité sociale							
Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris	27,0	27,0	-	28,8	28,8	-	-
	27,0	(27,0)	-	28,8	28,8	-	-
Total avant les ajustements de la consolidation	24 899,4	24 644,8	254,6	25 123,3	24 998,2	125,1	129,5

¹ Les données étant arrondies, les montants inscrits peuvent ne pas correspondre au total. Les résultats des entités consolidées sont présentés avant les ajustements de la consolidation.

² Les dépenses du Conseil de gestion du Fonds vert sont financées par le Fonds vert. Ces prévisions de dépenses sont présentées à titre informatif puisqu'elles sont incluses dans celles du Fonds vert.

LES EFFECTIFS DES MINISTÈRES, DES ORGANISMES, DES RÉSEAUX DU SECTEUR PUBLIC ET DES SOCIÉTÉS D'ÉTAT

1. L'ÉVOLUTION DES EFFECTIFS EN 2018-2019

Pour l'exercice financier 2018-2019, les heures rémunérées prévues des organismes publics sur la base des données réelles des mois d'avril à décembre 2018 s'élèvent à 911,9 millions d'heures, ce qui correspond à 499 300 équivalents temps complet (ETC) convertis sur une base annuelle. Comparativement à l'exercice financier 2017-2018, ce total représente une hausse de 13 222 ETC, soit de 2,7 %. Cette variation est composée :

- d'une augmentation de 2 346 ETC attribuable aux organismes publics dont le personnel est assujéti à la Loi sur la fonction publique (RLRQ, chapitre F-3.1.1), ou de 3,5 % comparativement à l'exercice financier 2017-2018. Cette hausse s'explique notamment par la mise en place du Plan pour moderniser le système de justice et la consolidation de l'expertise interne du gouvernement;
- d'une augmentation de 10 876 ETC attribuable aux organismes publics dont le personnel n'est pas nommé en vertu de cette loi, ou de 2,6 % comparativement à l'exercice financier 2017-2018. Cette hausse s'explique principalement par des investissements additionnels dans le réseau de la santé et des services sociaux pour augmenter les services à la population ainsi que dans les réseaux de l'éducation et de l'enseignement supérieur pour la réussite éducative.

Par ailleurs, un portrait redressé du dénombrement des effectifs des organismes publics est présenté à l'annexe 1 du présent chapitre. De plus, des définitions relatives aux effectifs sont présentées à l'annexe 2.

Variation des effectifs utilisés¹

(en milliers d'heures rémunérées et ETC)

	Fonction publique		Hors fonction publique ^{2,3}		Total	
	Heures rémunérées	ETC	Heures rémunérées	ETC	Heures rémunérées	ETC
Effectifs utilisés en 2014-2015 ⁴	123 881,5	67 832	746 708,4	408 864	870 589,9	476 696
Variation	(4 939,5)	(2 705)	(9 852,2)	(5 394)	(14 791,7)	(8 099)
Effectifs utilisés en 2015-2016 ^{4,5}	118 942,0	65 127	736 856,2	403 470	855 798,2	468 597
Variation	(641,5)	(351)	8 903,7	4 875	8 262,2	4 524
Effectifs utilisés en 2016-2017 ⁴	118 300,5	64 776	745 759,9	408 345	864 060,4	473 121
Variation	2 874,7	1 574	20 789,4	11 383	23 664,1	12 957
Effectifs utilisés en 2017-2018 ^{4,6}	121 175,2	66 350	766 549,3	419 728	887 724,5	486 078
Variation	4 284,9	2 346	19 863,0	10 876	24 147,9	13 222
Effectifs utilisés en 2018-2019 (prévision)	125 460,1	68 696	786 412,3	430 604	911 872,4	499 300

¹ Du point de vue du contrôle des effectifs, l'Assemblée nationale et les personnes désignées par cette dernière, l'Université du Québec et ses universités constituantes, les instituts de recherche et écoles supérieures, les commissions scolaires pour les Autochtones cris, inuits et naskapis, de même que le Commissaire à la lutte contre la corruption sont exclus. Sont également exclues les heures rémunérées concernant le personnel embauché pour combler un emploi étudiant ou pour effectuer un stage dans les ministères et organismes assujettis à la Loi sur la fonction publique.

² Incluant des redressements à la hausse de 40,9 milliers d'heures rémunérées en 2014-2015, de 128,1 milliers d'heures rémunérées en 2015-2016 et de 204,1 milliers d'heures rémunérées en 2016-2017, liés à la comptabilisation par Hydro-Québec des employés assujettis aux conditions de travail de la Commission de la construction du Québec.

³ Incluant également des redressements à la baisse de 13 712,8 milliers d'heures rémunérées en 2014-2015, de 13 947,8 milliers d'heures rémunérées en 2015-2016 et de 9 573,1 milliers d'heures rémunérées en 2016-2017 (neuf mois redressés), liés principalement à la soustraction des établissements privés conventionnés, visés par la Loi sur les services de santé et les services sociaux (RLRQ, chapitre S-4.2), de l'application de la Loi sur la gestion et le contrôle des effectifs des ministères, des organismes et des réseaux du secteur public ainsi que des sociétés d'État (RLRQ, chapitre G-1.011).

⁴ Incluant des redressements de 496,1 milliers d'heures rémunérées en 2014-2015, de 467,5 milliers d'heures rémunérées en 2015-2016, de 463,9 milliers d'heures rémunérées en 2016-2017 et de 479,9 milliers d'heures rémunérées en 2017-2018, liés à l'Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec dont le personnel n'est plus assujetti à la Loi sur la fonction publique à la suite de la sanction de la Loi visant l'amélioration des performances de la Société d'assurance automobile du Québec, favorisant un meilleur encadrement de l'économie numérique en matière de commerce électronique, de transport rémunéré de personnes et d'hébergement touristique et modifiant diverses dispositions législatives (L.Q. 2018, chapitre 18).

⁵ La période couverte comporte 262 jours ouvrables. Des ajustements ont été apportés afin de ramener les données des effectifs sur une base comparable de 261 jours ouvrables.

⁶ La période couverte comporte 260 jours ouvrables. Des ajustements ont été apportés afin de ramener les données des effectifs sur une base comparable de 261 jours ouvrables.

2. LA DÉTERMINATION DES NIVEAUX D'EFFECTIFS 2019-2020

Pour l'exercice financier 2019-2020, l'allocation des effectifs s'effectuera en fonction des priorités gouvernementales, en considérant les investissements qui seront réalisés pour répondre aux besoins de la population et lui assurer des services publics de qualité. Entre autres, l'ajout de classes de la maternelle 4 ans à temps plein et de classes spécialisées, l'ajout de ressources permettant d'assurer un seuil minimal de services directs aux élèves ainsi que l'ajout de ressources en soins à domicile nécessitent des effectifs additionnels. C'est également le cas des mesures pour mieux intégrer les personnes immigrantes et favoriser leur francisation.

Les niveaux d'effectifs 2019-2020 tiendront également compte des mesures d'optimisation qui s'inscrivent dans la volonté du gouvernement de procéder, d'ici 2022-2023, à une réduction de 5 000 ETC, dont 1 311 ETC en 2019-2020, essentiellement pour des fonctions de nature administrative. Cette optimisation s'effectuera principalement par attrition ou en ne comblant pas des postes qui étaient déjà vacants. Les économies générées par cette réduction seront redirigées vers des services directs aux citoyens.

Ainsi, pour l'exercice financier 2019-2020, une croissance de 15 478 ETC, ou de 3,1 %, des effectifs est prévue, portant ce nombre à 514 778 ETC.

ANNEXE 1

DÉNOMBREMENT DES EFFECTIFS DES ORGANISMES PUBLICS

Dénombrement redressé des effectifs des organismes publics^{1,2,3,4} (en ETC)

	2015-2016 ⁵	2016-2017	2017-2018 ⁶	2018-2019 (prévision)
Personnel d'encadrement	25 429	24 669	24 717	25 171
Personnel professionnel	75 370	75 943	79 026	82 535
Personnel infirmier	61 954	62 629	64 556	66 194
Personnel enseignant	74 721	77 445	78 774	80 325
Personnel de bureau, techniciens et assimilés	180 993	182 484	187 751	192 993
Agents de la paix	11 013	11 000	11 184	11 427
Ouvriers, personnel d'entretien et de service	46 746	46 995	48 154	48 692
Étudiants et stagiaires	2 374	2 419	2 581	2 758
Effectifs utilisés - dénombrement	478 600	483 584	496 743	510 095
Moins : Effectifs exclus du contrôle ⁷	(10 003)	(10 463)	(10 665)	(10 795)
Effectifs utilisés - contrôle	468 597	473 121	486 078	499 300

¹ Incluant des redressements à la hausse de 128,1 milliers d'heures rémunérées en 2015-2016 et de 204,1 milliers d'heures rémunérées en 2016-2017, liés à la comptabilisation par Hydro-Québec des employés assujettis aux conditions de travail de la Commission de la construction du Québec.

² Incluant également des redressements à la baisse de 13 947,8 milliers d'heures rémunérées en 2015-2016 et de 9 573,1 milliers d'heures rémunérées en 2016-2017 (neuf mois redressés), liés principalement à la soustraction des établissements privés conventionnés visés par la Loi sur les services de santé et les services sociaux de l'application de la Loi sur la gestion et le contrôle des effectifs des ministères, des organismes et des réseaux du secteur public ainsi que des sociétés d'État.

³ Aucun redressement n'a été effectué à l'égard des absences non rémunérées dues à des grèves, comme celles dans les réseaux de l'éducation et de l'enseignement supérieur en 2015.

⁴ Pour le dénombrement des effectifs des commissions scolaires pour les Autochtones cris, inuits et naskapis, ce sont les données de l'exercice financier 2014-2015 qui ont été utilisées. En ce qui concerne l'Université du Québec et ses universités constituantes ainsi que les instituts de recherche et écoles supérieures, les données correspondent à la période du 1^{er} mai au 30 avril de chacun des exercices financiers. Aucun ajustement n'a été apporté à ces données.

⁵ La période couverte comporte 262 jours ouvrables. Des ajustements ont été apportés afin de ramener les données des effectifs sur une base comparable de 261 jours ouvrables.

⁶ La période couverte comporte 260 jours ouvrables. Des ajustements ont été apportés afin de ramener les données des effectifs sur une base comparable de 261 jours ouvrables.

⁷ Du point de vue du contrôle des effectifs, l'Assemblée nationale et les personnes désignées par cette dernière, l'Université du Québec et ses universités constituantes, les instituts de recherche et écoles supérieures, les commissions scolaires pour les Autochtones cris, inuits et naskapis, de même que le Commissaire à la lutte contre la corruption sont exclus. Sont également exclues les heures rémunérées concernant le personnel embauché pour combler un emploi étudiant ou pour effectuer un stage dans les ministères et organismes assujettis à la Loi sur la fonction publique.

Du point de vue du dénombrement, les organismes publics comprennent :

- les ministères et les organismes budgétaires et autres que budgétaires assujettis ou non à la Loi sur la fonction publique;
- l'Université du Québec et ses universités constituantes, les instituts de recherche et écoles supérieures;
- les cégeps et les commissions scolaires;
- les centres intégrés de santé et de services sociaux, les centres intégrés universitaires de santé et de services sociaux, les établissements publics de santé et de services sociaux de même que le conseil régional institué par la Loi sur les services de santé et les services sociaux pour les Autochtones cris (RLRQ, chapitre S-5);
- les sociétés d'État.

Sont exclus du dénombrement, les effectifs de l'Assemblée nationale et des personnes désignées par cette dernière.

Par ailleurs, en décembre 2018, le nombre de salariés des organismes publics atteignait 609 670. Ce nombre constitue un portrait réalisé à une date donnée et il est donc affecté par un effet de saisonnalité.

ANNEXE 2

LEXIQUE

Niveau d'effectifs :	Niveau maximal d'heures rémunérées qu'un organisme doit respecter.
Heures rémunérées :	Nombre d'heures travaillées et heures effectuées en temps supplémentaire.
Heures travaillées :	<p>Nombre d'heures associées au corps d'emploi dans les conditions de travail duquel sont déduites les périodes de congé sans traitement (autres que celles décrites au paragraphe suivant) et d'aménagement de temps de travail entraînant une diminution du nombre d'heures. Pour le personnel dont le sous-ministre ou le dirigeant d'organisme détermine l'horaire de travail, le nombre d'heures travaillées est réputé être de 35 heures par semaine.</p> <p>Pour plus de précision, sont comptabilisées dans les heures travaillées les périodes où l'employé reçoit de l'assurance-salaire ou des indemnités pour accident de travail ou pour maladie professionnelle, celles où il est en retrait préventif ou bénéficie de périodes de congé liées aux dispositions des droits parentaux, de même que celles où il est en préretraite (totale ou partielle).</p>
Heures effectuées en temps supplémentaire :	Heures payées au-delà des heures habituelles du corps d'emploi. Les heures payées à taux majoré sont comptabilisées de la même manière que les heures supplémentaires payées à taux simple.
ETC :	Nombre d'heures rémunérées converti en équivalent temps complet (ETC) sur la base de 35 heures par semaine. Pour ce faire, le total des heures rémunérées est divisé par 1 826,3.

LA RÉPARTITION DU BUDGET DE DÉPENSES 2019-2020 PAR CATÉGORIE ET PAR BÉNÉFICIAIRE

1. LA RÉPARTITION DES DÉPENSES DE PROGRAMMES SELON LES CATÉGORIES

Pour l'exercice financier 2019-2020, le budget de dépenses du gouvernement s'établit à 87 940,0 M\$, dont 81 350,7 M\$, ou 92,5 %, sont consacrés aux dépenses de programmes et 6 589,3 M\$, ou 7,5 %, au service de la dette.

Les dépenses de programmes 2019-2020 se ventilent principalement entre les catégories suivantes :

- 47 868,2 M\$, ou 58,8 %, reliés aux dépenses de rémunération;
- 12 943,8 M\$, ou 15,9 %, octroyés aux dépenses de fonctionnement;
- 15 952,4 M\$, ou 19,6 %, attribués aux dépenses relatives au support des personnes, des municipalités, des entreprises et des autres partenaires du gouvernement.

Budget de dépenses 2019-2020 par supercatégorie et catégorie¹

(en millions de dollars)

	Catégories						Total	
	Rémunération	Fonctionnement	Capital	Intérêt	Support	Créances douteuses et autres provisions	M\$	%
Supercatégories								
Rémunération	3 317,6	-	-	-	-	-	3 317,6	3,8
Fonctionnement	-	3 173,1	-	-	-	-	3 173,1	3,6
Transfert	44 016,3	9 406,9	3 233,3	1 112,2	12 121,0	-	69 889,6	79,5
Affectation à un fonds spécial	534,3	363,8	65,5	16,9	3 831,4	-	4 811,9	5,5
Créances douteuses et autres provisions	-	-	-	-	-	158,6	158,6	0,2
Dépenses de programmes	47 868,2	12 943,8	3 298,7	1 129,1	15 952,4	158,6	81 350,7	92,5
%	58,8	15,9	4,1	1,4	19,6	0,2	100,0	
Service de la dette	-	-	-	6 589,3	-	-	6 589,3	7,5
Dépenses budgétaires	47 868,2	12 943,8	3 298,7	7 718,3	15 952,4	158,6	87 940,0	100,0
Dépenses comparatives 2018-2019	44 878,1	12 323,7	3 227,7	7 842,2	15 186,5	186,6	83 644,8	

¹ Les données étant arrondies, la somme des montants et des pourcentages inscrits peut ne pas correspondre au total. La répartition du budget de dépenses par catégorie est présentée par portefeuille à l'annexe 1.

LES DÉPENSES DE RÉMUNÉRATION

La rémunération englobe les honoraires des professionnels de la santé et les salaires des employés du réseau de la santé et des services sociaux, des réseaux de l'éducation et de l'enseignement supérieur ainsi que de la fonction publique. Elle comprend également les traitements et les indemnités encourus envers les membres de l'Assemblée nationale, toute personne nommée ou désignée par cette dernière pour exercer une fonction en relevant et le personnel qu'elle dirige, les juges, ainsi que les membres de la Sûreté du Québec. Finalement, elle comprend tous les avantages sociaux fournis aux employés ainsi que les autres contributions du gouvernement à titre d'employeur.

Pour l'exercice financier 2019-2020, les dépenses de rémunération s'établissent à 47 868,2 M\$, se répartissant comme suit :

- 19 013,9 M\$, soit 39,7 % consacrés aux établissements de santé et de services sociaux;
- 15 697,8 M\$, soit 32,7 % destinés aux institutions d'enseignement;
- 8 819,7 M\$, soit 18,4 % alloués aux professionnels de la santé;
- 4 336,8 M\$, soit 9,2 % associés au personnel des ministères et aux autres bénéficiaires.

Globalement, la hausse de 2 990,1 M\$ prévue aux dépenses de rémunération par rapport aux dépenses comparatives 2018-2019 est partagée notamment entre ces principaux secteurs :

- une croissance de 1 724,0 M\$ au portefeuille « Santé et Services sociaux », s'expliquant principalement par les ajustements salariaux prévus au 1^{er} avril 2019, la progression dans les échelles salariales, les ajustements prévus à la rémunération des professionnels de la santé et la hausse des coûts des régimes de retraite. L'ajout de sommes additionnelles pour augmenter les services à la population, notamment pour développer les soins à domicile, pour consolider les soins et services développés et assurer une plus grande stabilité des équipes de travail et pour offrir des places d'hébergement supplémentaires, contribue également à la croissance de la rémunération;
- une augmentation de 1 162,6 M\$ au portefeuille « Éducation et Enseignement supérieur », s'expliquant principalement par les ajustements salariaux prévus au 1^{er} avril 2019, la progression dans les échelles salariales du personnel des réseaux de l'éducation et de l'enseignement supérieur, les effets de clientèle, la hausse des coûts des régimes de retraite ainsi que par les mesures du Discours sur le budget 2019-2020, notamment le déploiement graduel de la maternelle 4 ans à temps plein pour tous, l'ajout de professionnels pour intervenir rapidement dans le parcours des enfants, l'offre d'une heure de plus au secondaire pour des activités parascolaires, l'ajout de ressources assurant un seuil minimal de services aux élèves, l'ajout de classes spécialisées, la révision du modèle de financement des cégeps, le soutien des établissements dans leur rôle socioéconomique régional ainsi que l'impact de l'implantation de la réforme du système de taxation scolaire;
- dans les autres ministères ainsi que pour les autres bénéficiaires, une hausse de 103,5 M\$ s'expliquant principalement par les ajustements salariaux prévus au 1^{er} avril 2019.

Dépenses de rémunération prévues en 2019-2020 par bénéficiaire^{1,2}

(en millions de dollars)

	Salaires	Contributions d'employeur			Total	
		Régimes de retraite	Autres	Sous-total	M\$	%
Santé et Services sociaux						
Établissements de santé et de services sociaux	15 793,1	1 250,7	1 968,4	3 219,1	19 012,1	39,7
Professionnels de la santé	8 819,7	-	-	-	8 819,7	18,4
Ministère	96,2	-	8,5	8,5	104,7	0,2
Autres bénéficiaires	148,3	-	32,0	32,0	180,3	0,4
	24 857,2	1 250,7	2 008,9	3 259,6	28 116,9	58,7
Éducation et Enseignement supérieur						
Institutions d'enseignement	12 942,1	1 337,3	1 394,7	2 732,0	15 674,1	32,7
Ministère	98,1	-	9,8	9,8	107,9	0,2
Autres bénéficiaires	15,0	-	16,1	16,1	31,1	0,1
	13 055,2	1 337,3	1 420,7	2 758,0	15 813,2	33,0
Autres ministères						
Ministères	2 951,1	359,4	307,9	667,3	3 618,4	7,6
Institutions d'enseignement	-	22,1	1,6	23,7	23,7	-
Établissements de santé et de services sociaux	-	-	1,8	1,8	1,8	-
Autres bénéficiaires	258,8	-	35,5	35,5	294,3	0,6
	3 209,9	381,5	346,8	728,3	3 938,2	8,2
Total	41 122,3	2 969,5	3 776,4	6 745,9	47 868,2	100,0
Dépenses comparatives 2018-2019	38 658,4	2 716,8	3 503,0	6 219,8	44 878,1	

¹ Les données étant arrondies, la somme des montants et des pourcentages inscrits peut ne pas correspondre au total.² Comprend les crédits de la supercatégorie « Rémunération » et de la catégorie « Rémunération » des supercatégories « Transfert » et « Affectation à un fonds spécial ».

LES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

Les dépenses de fonctionnement comprennent les dépenses de soutien et d'administration des ministères et organismes, incluant le Fonds de suppléance, celles du réseau de la santé et des services sociaux ainsi que celles des réseaux de l'éducation et de l'enseignement supérieur. Elles incluent, notamment, le coût estimatif lié à la réévaluation et aux nouvelles obligations du gouvernement relatives à la réhabilitation de sites contaminés, de même que l'amortissement des immobilisations.

Les dépenses de fonctionnement s'élèvent à 12 943,8 M\$ en 2019-2020 et se ventilent comme suit :

- 6 913,8 M\$ pour les établissements de santé et de services sociaux, soit 53,4 %;
- 2 089,3 M\$ pour les institutions d'enseignement, soit 16,1 %;
- 3 532,8 M\$ pour les ministères, soit 27,3 %;
- 407,9 M\$ pour les autres bénéficiaires, soit 3,2 %.

En 2019-2020, les dépenses de fonctionnement augmentent de 620,1 M\$ par rapport aux dépenses comparatives 2018-2019. La hausse résulte principalement des variations suivantes :

- au portefeuille « Santé et Services sociaux », une augmentation de 521,4 M\$ par rapport à 2018-2019 découlant principalement de l'indexation des dépenses non salariales et des sommes additionnelles allouées pour augmenter les services à la population, notamment afin de développer les soins à domicile et les places en hébergement;
- au portefeuille « Éducation et Enseignement supérieur », une augmentation de 225,7 M\$ s'expliquant principalement par l'indexation des dépenses non salariales des réseaux de l'éducation et de l'enseignement supérieur et par les mesures du Discours sur le budget 2019-2020, notamment l'impact de l'implantation de la réforme du système de taxation scolaire et la mesure pour valoriser la profession enseignante;
- au portefeuille « Conseil du trésor et Administration gouvernementale », une diminution de 109,6 M\$ s'expliquant principalement par les sommes prévues au Fonds de suppléance.

Dépenses de fonctionnement prévues en 2019-2020 par bénéficiaire¹

(en millions de dollars)

	Fonctionnement ²	Transfert		Total	
		Réseaux	Autres	M\$	%
Santé et Services sociaux					
Établissements de santé et de services sociaux	-	6 913,8	-	6 913,8	53,4
Ministère	213,5	-	-	213,5	1,6
Autres bénéficiaires	-	-	205,3	205,3	1,6
	213,5	6 913,8	205,3	7 332,6	56,6
Éducation et Enseignement supérieur					
Institutions d'enseignement	4,1	2 085,2	-	2 089,3	16,1
Ministère	125,8	-	-	125,8	1,0
Autres bénéficiaires	-	-	7,9	7,9	0,1
	130,0	2 085,2	7,9	2 223,0	17,2
Conseil du trésor et Administration gouvernementale					
Ministère	1 001,4	-	-	1 001,4	7,7
	1 001,4	-	-	1 001,4	7,7
Autres ministères					
Ministères	2 192,0	-	-	2 192,0	16,9
Autres bénéficiaires	-	-	194,7	194,7	1,5
	2 192,0	-	194,7	2 386,7	18,4
Total	3 536,8	8 999,0	407,9	12 943,8	100,0
Dépenses comparatives 2018-2019	3 637,6	8 296,9	389,2	12 323,7	

¹ Les données étant arrondies, la somme des montants et des pourcentages inscrits peut ne pas correspondre au total.² Incluant les dépenses de la supercatégorie « Fonctionnement » et de la catégorie « Fonctionnement » de la supercatégorie « Affectation à un fonds spécial ».

LES DÉPENSES DE CAPITAL

Les dépenses de capital sont affectées suivant trois modes d'intervention utilisés par le gouvernement : le remboursement du principal, les subventions pour fins d'immobilisations et les dépenses en capital affectées à un fonds spécial. Ainsi, les dépenses de capital incluent les immobilisations subventionnées et les sommes versées aux fonds spéciaux aux fins des engagements inhérents à leurs immobilisations. Le gouvernement subventionne, selon le cas, le coût des immobilisations des bénéficiaires ou le remboursement du principal inhérent aux emprunts contractés par ses partenaires.

Les dépenses pour le remboursement du principal servent à assumer le financement de la quote-part gouvernementale sur les immobilisations subventionnées par le service de la dette. Ce mode d'intervention s'applique aux investissements réalisés par les institutions d'enseignement, par les établissements de santé et de services sociaux, par les municipalités, dans le cas du transport en commun et de l'assainissement des eaux, ainsi que par les institutions culturelles dans le cas des équipements culturels.

Pour ces secteurs, les projets d'immobilisations achevés sont financés par des emprunts à long terme. Le calendrier de remboursement peut, selon le cas, s'étendre sur une période de 25 ans. Pour assumer sa part, le gouvernement s'engage à effectuer, en tout ou en partie, le remboursement du principal.

Les dépenses prévues pour le capital passent de 3 227,7 M\$ en 2018-2019 à 3 298,7 M\$ en 2019-2020, en hausse de 71,0 M\$.

Remboursement du principal

En 2019-2020, les dépenses servant au remboursement du principal sur la dette subventionnée représentent 87,3 % de l'ensemble des dépenses de capital.

Ces dépenses se situent à 2 879,1 M\$ en 2019-2020 comparativement à 2 886,4 M\$ en 2018-2019, ce qui représente une diminution de 7,3 M\$ s'expliquant notamment par une révision à la baisse de la provision pour l'harmonisation de la méthode de comptabilisation des immobilisations au portefeuille « Santé et Services sociaux », compensée par une hausse des investissements dans le réseau de la santé et des services sociaux ainsi que dans les réseaux de l'éducation et de l'enseignement supérieur.

Subventions pour fins d'immobilisations

Les subventions pour fins d'immobilisations représentent 10,7 % de l'ensemble des dépenses de capital en 2019-2020. Elles sont principalement destinées aux institutions d'enseignement et à d'autres bénéficiaires, dont les entreprises.

Elles s'élèvent à 354,1 M\$ en 2019-2020 par rapport à 267,0 M\$ en 2018-2019, en hausse de 87,1 M\$. Cette variation est attribuable notamment à une augmentation au portefeuille « Affaires municipales et Habitation », plus spécifiquement à la Société d'habitation du Québec, compte tenu de la hausse prévue des dépenses pour la construction de logements abordables.

Dépenses en capital affectées à un fonds spécial

Les dépenses en capital à l'égard desquelles les ministères allouent des sommes aux fonds spéciaux représentent 2,0 % de l'ensemble des dépenses de capital en 2019-2020. Ainsi, les ministères, par l'entremise de leurs fonds spéciaux, sont les uniques bénéficiaires de ces dépenses.

Ces dépenses s'élèvent à 65,5 M\$ en 2019-2020 par rapport à 74,2 M\$ en 2018-2019, en baisse de 8,7 M\$.

Dépenses de capital prévues en 2019-2020 par bénéficiaire^{1,2}

(en millions de dollars)

	Affectation à un fonds spécial	Immobilisations subventionnées		Total	
		Remboursement du principal	Subventions	M\$	%
Éducation et Enseignement supérieur					
Institutions d'enseignement	-	1 252,5	88,2	1 340,7	40,6
Autres bénéficiaires	-	2,8	-	2,8	0,1
	-	1 255,2	88,2	1 343,4	40,7
Santé et Services sociaux					
Établissements de santé et de services sociaux	-	975,7	14,6	990,3	30,0
Autres bénéficiaires	-	-	7,8	7,8	0,2
	-	975,7	22,4	998,1	30,3
Affaires municipales et Habitation					
Municipalités	-	304,0	-	304,0	9,2
Autres bénéficiaires	-	45,3	158,9	204,2	6,2
	-	349,3	158,9	508,1	15,4
Autres ministères					
Municipalités	-	71,2	12,7	83,9	2,5
Ministères	65,5	-	-	65,5	2,0
Autres bénéficiaires	-	227,7	72,0	299,7	9,1
	65,5	298,9	84,6	449,0	13,6
Total	65,5	2 879,1	354,1	3 298,7	100,0
Dépenses comparatives 2018-2019	74,2	2 886,4	267,0	3 227,7	

¹ Les données étant arrondies, la somme des montants et des pourcentages inscrits peut ne pas correspondre au total.

² Incluant les dépenses de la catégorie « Capital » des supercatégories « Transfert » et « Affectation à un fonds spécial ».

LES DÉPENSES D'INTÉRÊT

Les dépenses d'intérêt considèrent le paiement des intérêts sur des emprunts contractés pour des immobilisations, lorsque le service de la dette d'un organisme, d'une institution ou d'un établissement bénéficiaire est assumé en tout ou en partie par le gouvernement, incluant les affectations à un fonds spécial. Elles comprennent aussi les dépenses servant au paiement des intérêts sur la dette du gouvernement.

Pour l'exercice financier 2019-2020, les dépenses d'intérêt assumées par le gouvernement s'établissent à 7 718,3 M\$, comparativement à 7 842,2 M\$ pour 2018-2019.

Intérêts sur la dette imputable aux dépenses de programmes

Les intérêts sur la dette imputable aux dépenses de programmes s'élèvent à 1 129,1 M\$, ce qui représente une augmentation de 62,3 M\$ s'expliquant notamment par des variations aux investissements autorisés dans le réseau de la santé et des services sociaux ainsi que dans les réseaux de l'éducation et de l'enseignement supérieur.

Intérêts sur la dette du fonds général du fonds consolidé du revenu

Les dépenses 2019-2020 affectées au service de la dette diminuent de 186,1 M\$ par rapport à 2018-2019, pour s'établir à 6 589,3 M\$. Cette diminution s'explique notamment par l'augmentation des revenus du Fonds d'amortissement des régimes de retraite.

Dépenses d'intérêt prévues en 2019-2020 par bénéficiaire¹

(en millions de dollars)

	Dette subventionnée et autres ²	Dette gouvernementale	Total	
			M\$	%
Éducation et Enseignement supérieur				
Institutions d'enseignement	444,2	-	444,2	39,3
Autres bénéficiaires	2,0	-	2,0	0,2
	446,2	-	446,2	39,5
Santé et Services sociaux				
Établissements de santé et de services sociaux	399,1	-	399,1	35,3
	399,1	-	399,1	35,3
Autres ministères				
Municipalités	132,1	-	132,1	11,7
Autres bénéficiaires	151,7	-	151,7	13,4
	283,8	-	283,8	25,1
Dépenses de programmes	1 129,1	-	1 129,1	100,0
Service de la dette				
Dette directe	-	5 633,3	5 633,3	
Compte des régimes de retraite	-	1 019,0	1 019,0	
Avantages sociaux futurs	-	(63,0)	(63,0)	
	-	6 589,3	6 589,3	
Total	1 129,1	6 589,3	7 718,3	
Dépenses comparatives 2018-2019	1 066,8	6 775,4	7 842,2	

¹ Les données étant arrondies, la somme des montants et des pourcentages inscrits peut ne pas correspondre au total.² Incluant les dépenses de la catégorie « Intérêt » de la supercatégorie « Transfert » et de la supercatégorie « Affectation à un fonds spécial ».

LES DÉPENSES DE SUPPORT

Les dépenses de support comprennent les diverses autres subventions destinées à fournir une aide financière sous différentes formes aux personnes, aux entreprises, aux organismes publics et parapublics et aux autres partenaires du gouvernement, mais ne constituant pas pour le gouvernement une acquisition directe de biens ou de services, un prêt ou un placement. Près de la moitié de ces dépenses sont versées à des personnes.

Pour 2019-2020, les dépenses de support s'élèvent à 15 952,4 M\$, soit une hausse de 765,9 M\$ par rapport à 2018-2019, dont :

- au portefeuille « Santé et Services sociaux », une augmentation de 248,6 M\$ s'expliquant notamment par le rehaussement du programme de soutien pour les organismes communautaires, l'amélioration de la couverture des services préhospitaliers d'urgence, la Politique nationale pour les proches aidants, l'augmentation du coût des médicaments, ainsi que par la bonification du programme pour les personnes stomisées et autres programmes confiés à la Régie de l'assurance maladie du Québec;
- au portefeuille « Travail, Emploi et Solidarité sociale », une augmentation de 90,9 M\$ s'expliquant principalement par les mesures du Plan d'action gouvernemental pour l'inclusion économique et la participation sociale 2017-2023;
- au portefeuille « Famille », une augmentation de 159,0 M\$ s'expliquant principalement par les majorations salariales du personnel œuvrant dans le domaine des services de garde, l'abolition progressive de la contribution additionnelle des parents ainsi que par l'augmentation du nombre de places subventionnées;
- au portefeuille « Affaires municipales et Habitation », une hausse de 120,1 M\$ s'expliquant principalement par une augmentation de la subvention versée à la Société d'habitation du Québec, afin de compenser la baisse des revenus provenant de la Société canadienne d'hypothèques et de logement, par la bonification des compensations tenant lieu de taxes pour les immeubles parapublics, prévue à l'Accord de partenariat avec les municipalités pour la période 2016-2019, et par la bonification des programmes Fonds d'appui au rayonnement des régions ainsi que Fonds de développement des territoires.

Dépenses de support prévues en 2019-2020 par bénéficiaire¹

(en millions de dollars)

	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Total	
			M\$	%
Santé et Services sociaux				
Personnes	2 622,8	-	2 622,8	16,4
Organismes à but non lucratif	710,1	-	710,1	4,5
Établissements de santé et de services sociaux	31,8	-	31,8	0,2
Autres bénéficiaires	529,5	82,8	612,3	3,8
	3 894,1	82,8	3 976,9	24,9
Travail, Emploi et Solidarité sociale				
Personnes	2 973,4	253,4	3 226,8	20,2
Organismes à but non lucratif	11,3	384,8	396,1	2,5
Autres bénéficiaires	32,4	250,7	283,1	1,8
	3 017,1	888,8	3 906,0	24,5
Famille				
Organismes à but non lucratif	57,3	2 471,9	2 529,2	15,9
Autres bénéficiaires	7,5	46,1	53,7	0,3
	64,9	2 518,0	2 582,9	16,2
Affaires municipales et Habitation				
Municipalités	926,3	117,3	1 043,7	6,5
Autres bénéficiaires	226,1	-	226,1	1,4
	1 152,5	117,3	1 269,8	8,0
Autres ministères				
Personnes	1 252,0	-	1 252,0	7,8
Organismes à but non lucratif	970,7	88,2	1 058,9	6,6
Entreprises	855,8	117,2	973,0	6,1
Municipalités	513,5	19,0	532,5	3,3
Autres bénéficiaires	400,4	-	400,4	2,5
	3 992,4	224,4	4 216,8	26,4
Total	12 121,0	3 831,4	15 952,4	100,0
Dépenses comparatives 2018-2019	11 524,2	3 662,2	15 186,5	

¹ Les données étant arrondies, la somme des montants et des pourcentages inscrits peut ne pas correspondre au total.

LES DÉPENSES RELATIVES AUX PROVISIONS POUR CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS

Les dépenses relatives aux provisions pour créances douteuses et autres provisions sont composées de la variation des provisions pour créances douteuses, des provisions pour pertes sur les interventions financières garanties par le gouvernement ainsi que des provisions pour moins-values sur les prêts, les placements et les avances.

Pour l'exercice financier 2019-2020, ces dépenses diminuent de 28,0 M\$ pour s'établir à 158,6 M\$. Plus précisément :

- les dépenses attribuables à la variation des provisions pour créances douteuses totalisent 16,9 M\$, soit le même niveau qu'en 2018-2019;
- les dépenses liées aux autres provisions s'établissent à 141,7 M\$ en 2019-2020, diminuant de 28,0 M\$ par rapport à 2018-2019. Cette variation se retrouve principalement au portefeuille « Économie et Innovation » et s'explique notamment par une diminution des provisions pour pertes sur les interventions financières garanties par le gouvernement du Québec.

Dépenses relatives aux provisions pour créances douteuses et autres provisions prévues en 2019-2020¹

(en millions de dollars)

	Créances douteuses	Autres provisions	Total	%
Économie et Innovation	-	140,5	140,5	88,6
Éducation et Enseignement supérieur	6,0	-	6,0	3,8
Autres ministères	10,9	1,2	12,0	7,6
Total	16,9	141,7	158,6	100,0
Dépenses comparatives 2018-2019	16,9	169,7	186,6	

¹ Les données étant arrondies, la somme des montants et des pourcentages inscrits peut ne pas correspondre au total.

2. LA RÉPARTITION DES DÉPENSES DE PROGRAMMES PAR BÉNÉFICIAIRE

Les dépenses de programmes 2019-2020 de 81 350,7 M\$ se répartissent principalement entre les deux bénéficiaires suivants :

- 27 419,3 M\$, ou 33,7 %, pour les établissements de santé et de services sociaux;
- 19 826,0 M\$, ou 24,4 %, pour les institutions d'enseignement.

Le solde de 34 105,4 M\$ se répartit entre les bénéficiaires suivants :

- 16 155,6 M\$, ou 19,9 %, accordés aux dépenses consacrées aux personnes, dont 8 819,7 M\$, ou 10,8 %, destinés aux professionnels de la santé;
- 7 604,7 M\$, ou 9,3 %, prévus pour les ministères;
- 5 051,8 M\$, ou 6,2 %, affectés aux organismes à but non lucratif;
- 2 118,6 M\$, ou 2,6 %, attribués aux municipalités;
- 1 848,0 M\$, ou 2,3 %, consacrés aux entreprises;
- 1 326,7 M\$, ou 1,6 %, assignés aux entreprises et organismes d'État.

La répartition des dépenses par bénéficiaire est présentée pour chaque portefeuille à l'annexe 2.

Répartition du Budget de dépenses 2019-2020 par catégorie¹ (en millions de dollars)

ANNEXE 1

	Rémunération	Fonctionnement	Capital	Intérêt	Support	Créances douteuses et autres provisions	Total
Assemblée nationale	98,9	37,9	-	-	0,1	-	136,9
Personnes désignées par l'Assemblée nationale	71,6	22,9	-	-	11,3	-	105,8
Affaires municipales et Habitation	91,7	43,6	508,1	174,0	1 269,8	-	2 087,3
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	154,3	77,1	54,8	7,2	675,7	-	969,2
Conseil du trésor et Administration gouvernementale	518,5	1 001,4	-	-	15,4	-	1 535,3
Conseil exécutif	104,0	25,2	11,2	1,7	325,3	1,0	468,4
Culture et Communications	136,5	140,5	143,4	46,1	305,7	0,2	772,3
Économie et Innovation	77,3	43,6	60,3	5,4	766,1	140,5	1 093,2
Éducation et Enseignement supérieur	15 813,2	2 223,0	1 343,4	446,2	1 064,8	6,0	20 896,7
Énergie et Ressources naturelles	48,7	22,8	1,8	0,4	14,0	-	87,6
Environnement et Lutte contre les changements climatiques	103,8	58,1	6,2	1,9	35,3	-	205,4
Famille	71,4	83,5	34,3	14,8	2 582,9	0,2	2 787,1
Finances	83,6	46,6	-	-	69,9	-	200,1
Forêts, Faune et Parcs	191,3	201,8	21,5	9,1	102,2	0,1	526,0
Immigration, Diversité et Inclusion	104,3	228,6	-	-	149,2	-	482,2
Justice	548,0	287,8	0,5	-	201,6	5,0	1 042,9
Relations internationales et Francophonie	54,6	26,6	-	-	30,3	-	111,5
Santé et Services sociaux	28 116,9	7 332,6	998,1	399,1	3 976,9	-	40 823,6
Sécurité publique	988,6	478,6	12,8	2,8	146,6	-	1 629,4
Tourisme	28,0	28,2	47,2	13,6	41,4	-	158,3
Transports	109,4	346,9	39,1	5,7	262,1	-	763,2
Travail, Emploi et Solidarité sociale	353,7	186,4	15,8	0,9	3 906,0	5,5	4 468,3
Dépenses de programmes	47 868,2	12 943,8	3 298,7	1 129,1	15 952,4	158,6	81 350,7
Service de la dette	-	-	-	6 589,3	-	-	6 589,3
Dépenses budgétaires	47 868,2	12 943,8	3 298,7	7 718,3	15 952,4	158,6	87 940,0

¹ Les données étant arrondies, la somme des montants inscrits peut ne pas correspondre au total.

Répartition des dépenses de programmes 2019-2020 par bénéficiaire¹

(en millions de dollars)

ANNEXE 2

	Établissements de santé et de services sociaux	Institutions d'enseignement	Personnes ²	Ministères	Organismes à but non lucratif	Municipalités	Entreprises	Entreprises et organismes d'État	Total
Assemblée nationale	-	-	-	136,8	0,1	-	-	-	136,9
Personnes désignées par l'Assemblée nationale	-	-	-	94,5	11,3	-	-	-	105,8
Affaires municipales et Habitation	-	5,9	200,1	96,1	272,6	1 458,1	12,3	42,2	2 087,3
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	-	11,4	-	189,4	72,3	0,6	650,7	44,7	969,2
Conseil du trésor et Administration gouvernementale	1,8	23,7	-	1 494,4	0,2	-	-	15,2	1 535,3
Conseil exécutif	-	2,3	0,1	127,8	75,1	250,7	9,9	2,4	468,4
Culture et Communications	-	2,7	13,9	85,3	267,2	79,2	58,2	265,8	772,3
Économie et Innovation	34,5	173,6	61,6	236,7	273,8	24,7	256,9	31,4	1 093,2
Éducation et Enseignement supérieur	0,5	19 551,7	869,6	239,7	200,7	-	3,8	30,7	20 896,7
Énergie et Ressources naturelles	-	-	-	71,4	1,8	2,2	10,2	1,9	87,6
Environnement et Lutte contre les changements climatiques	-	-	-	162,0	17,7	25,6	0,1	-	205,4
Famille	-	0,3	4,9	204,3	2 529,2	3,3	45,2	-	2 787,1
Finances	35,0	1,5	-	113,9	6,6	13,5	5,3	24,3	200,1
Forêts, Faune et Parcs	-	-	-	395,2	73,0	-	18,0	39,8	526,0
Immigration, Diversité et Inclusion	-	-	94,5	332,9	50,6	4,1	-	-	482,2
Justice	-	-	195,7	726,6	5,9	-	-	114,7	1 042,9
Relations internationales et Francophonie	-	1,6	0,5	81,2	21,7	-	1,7	4,8	111,5
Santé et Services sociaux	27 347,2	-	11 442,5	318,2	728,0	1,0	611,3	375,4	40 823,6
Sécurité publique	-	-	18,2	1 458,2	9,7	116,4	2,3	24,6	1 629,4
Tourisme	-	-	-	23,3	35,6	-	5,7	93,7	158,3
Transports	-	0,3	27,3	456,3	2,4	120,8	13,9	142,2	763,2
Travail, Emploi et Solidarité sociale	0,4	51,0	3 226,8	560,5	396,1	18,2	142,4	72,9	4 468,3
Dépenses de programmes	27 419,3	19 826,0	16 155,6	7 604,7	5 051,8	2 118,6	1 848,0	1 326,7	81 350,7

¹ Les données étant arrondies, la somme des montants inscrits peut ne pas correspondre au total.

² Incluant l'aide aux personnes et les professionnels de la santé.

APPENDICES

APPENDICE A

BUDGET DE DÉPENSES 2019-2020 PAR MISSION

Les dépenses budgétaires du gouvernement sont regroupées en six grandes missions de l'État. Trois missions regroupent plus des trois quarts des dépenses budgétaires, soit :

- la mission Santé et Services sociaux, avec 46,3 % des dépenses, soit 40 766,9 M\$;
- la mission Éducation et Culture, avec 25,2 % des dépenses, soit 22 132,6 M\$;
- la mission Soutien aux personnes et aux familles, avec 7,8 % des dépenses, soit 6 848,3 M\$.

Le solde du Budget de dépenses se répartit entre les missions suivantes :

- la mission Service de la dette, avec 7,5 % des dépenses, soit 6 589,3 M\$;
- la mission Économie et Environnement, avec 7,0 % des dépenses, soit 6 171,3 M\$;
- la mission Gouverne et Justice, avec 6,2 % des dépenses, soit 5 431,5 M\$.

Dépenses par portefeuille et mission en 2019-2020¹

(en millions de dollars)

Portefeuilles	Missions						Total
	Santé et Services sociaux	Éducation et Culture	Économie et Environnement	Soutien aux personnes et aux familles	Gouverne et Justice	Service de la dette	
Assemblée nationale	-	-	-	-	136,9	-	136,9
Personnes désignées par l'Assemblée nationale	-	-	-	-	105,8	-	105,8
Affaires municipales et Habitation	-	-	1 362,9	-	724,4	-	2 087,3
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	-	-	969,2	-	-	-	969,2
Conseil du trésor et Administration gouvernementale	-	-	-	-	1 535,3	-	1 535,3
Conseil exécutif	-	-	-	-	468,4	-	468,4
Culture et Communications	-	772,3	-	-	-	3,3	775,6
Économie et Innovation	-	-	1 093,2	-	-	-	1 093,2
Éducation et Enseignement supérieur	-	20 878,1	-	18,6	-	-	20 896,7
Énergie et Ressources naturelles	-	-	87,6	-	-	-	87,6
Environnement et Lutte contre les changements climatiques	-	-	205,4	-	-	-	205,4
Famille	-	-	-	2 787,1	-	-	2 787,1
Finances	-	-	-	-	200,1	6 586,0	6 786,1
Forêts, Faune et Parcs	-	-	526,0	-	-	-	526,0
Immigration, Diversité et Inclusion	-	482,2	-	-	-	-	482,2
Justice	-	-	-	351,0	691,8	-	1 042,9
Relations internationales et Francophonie	-	-	111,5	-	-	-	111,5
Santé et Services sociaux	40 766,9	-	-	56,6	-	-	40 823,6
Sécurité publique	-	-	60,6	-	1 568,8	-	1 629,4
Tourisme	-	-	158,3	-	-	-	158,3
Transports	-	-	763,2	-	-	-	763,2
Travail, Emploi et Solidarité sociale	-	-	833,4	3 634,9	-	-	4 468,3
Total	40 766,9	22 132,6	6 171,3	6 848,3	5 431,5	6 589,3	87 940,0

¹ Les données étant arrondies, la somme des montants inscrits peut ne pas correspondre au total.

Mission Santé et Services sociaux, dépenses par portefeuille et programme¹

(en millions de dollars)

Portefeuilles et programmes	Budget de dépenses 2019-2020	Budget de dépenses 2018-2019 ²	Dépense probable 2018-2019	Dépenses 2017-2018	Dépenses 2016-2017
Santé et Services sociaux					
Fonctions de coordination	156,6	151,2	151,8	126,0	120,2
Office des personnes handicapées du Québec	13,7	13,2	13,3	12,1	11,8
Régie de l'assurance maladie du Québec	11 090,9	10 528,9	10 528,9	10 407,3	10 431,9
Services dispensés à la population	29 505,8	27 661,3	27 880,6	26 162,8	24 825,9
Total	40 766,9	38 354,6	38 574,7	36 708,2	35 389,7

¹ Les dépenses de programmes par mission sont présentées selon la structure budgétaire 2019-2020. Les données étant arrondies, la somme des montants inscrits peut ne pas correspondre au total.

² Les données au titre du budget de dépenses 2018-2019 correspondent aux dépenses comparatives 2018-2019 apparaissant au volume « Crédits des ministères et organismes ».

Mission Éducation et Culture, dépenses par portefeuille et programme¹

(en millions de dollars)

Portefeuilles et programmes	Budget de dépenses 2019-2020	Budget de dépenses 2018-2019 ²	Dépense probable 2018-2019	Dépenses 2017-2018	Dépenses 2016-2017
Culture et Communications					
Direction, administration et soutien à la mission	62,6	61,3	61,3	54,0	58,6
Langue française	32,0	30,0	29,4	25,5	24,3
Soutien et développement de la culture, des communications et du patrimoine	677,7	680,9	680,9	709,5	613,4
Éducation et Enseignement supérieur					
Administration	228,2	221,5	217,7	190,9	181,9
Aide financière aux études	857,5	853,7	846,4	756,9	718,9
Développement du loisir et du sport	102,4	90,9	90,7	84,7	81,1
Éducation préscolaire et enseignement primaire et secondaire	11 202,1	10 414,4	10 492,0	9 894,6	9 380,1
Enseignement supérieur	6 048,6	5 835,0	5 848,7	5 530,2	5 388,3
Régimes de retraite	1 337,3	1 224,4	1 224,4	1 377,3	1 219,6
Soutien aux organismes	120,2	115,6	115,0	137,7	90,6
Taxe scolaire - Subvention d'équilibre régionale	981,9	603,3	603,3	-	-
Immigration, Diversité et Inclusion					
Direction et soutien aux activités du Ministère	15,4	13,5	14,1	36,5	30,3
Immigration, francisation, diversité et inclusion	466,8	325,4	159,7	184,0	138,6
Total	22 132,6	20 469,9	20 383,5	18 981,8	17 925,7

¹ Les dépenses de programmes par mission sont présentées selon la structure budgétaire 2019-2020. Les données étant arrondies, la somme des montants inscrits peut ne pas correspondre au total.

² Les données au titre du budget de dépenses 2018-2019 correspondent aux dépenses comparatives 2018-2019 apparaissant au volume « Crédits des ministères et organismes ».

Mission Économie et Environnement, dépenses par portefeuille et programme¹

(en millions de dollars)

Portefeuilles et programmes	Budget de dépenses 2019-2020	Budget de dépenses 2018-2019²	Dépense probable 2018-2019	Dépenses 2017-2018	Dépenses 2016-2017
Affaires municipales et Habitation					
Développement des régions et des territoires	191,9	166,0	166,0	149,7	115,5
Habitation	606,8	442,7	449,7	461,1	448,2
Modernisation des infrastructures municipales	433,6	445,0	427,8	404,6	393,1
Promotion et développement de la région métropolitaine	130,6	128,1	128,1	175,5	166,4
Agriculture, Pêcheries et Alimentation					
Développement des entreprises bioalimentaires, formation et qualité des aliments	532,5	504,0	513,8	440,6	395,1
Organismes d'État	436,7	439,2	439,4	444,4	450,7
Économie et Innovation					
Développement de la science, de la recherche et de l'innovation	222,1	214,8	217,8	245,7	357,9
Développement de l'économie	370,5	331,2	323,4	340,5	173,2
Direction et administration	33,6	33,5	33,5	32,3	30,7
Interventions relatives au Fonds du développement économique	234,1	244,1	249,4	62,5	291,8
Organismes dédiés à la recherche et à l'innovation	233,0	232,6	232,6	209,0	188,9
Énergie et Ressources naturelles					
Gestion des ressources naturelles	87,6	84,1	127,2	99,8	67,4
Environnement et Lutte contre les changements climatiques					
Bureau d'audiences publiques sur l'environnement	6,0	6,0	6,0	4,8	5,7
Protection de l'environnement	199,4	196,6	199,4	277,9	153,2
Forêts, Faune et Parcs					
Direction et administration	7,9	7,8	7,8	12,3	10,7
Gestion des ressources fauniques et des parcs	149,7	140,0	140,0	161,8	126,4
Gestion des ressources forestières	368,4	389,2	389,1	434,7	348,7
Relations internationales et Francophonie					
Affaires internationales	91,6	92,0	92,1	103,6	99,5
Direction et administration	19,9	19,6	19,6	20,1	17,4
Sécurité publique					
Promotion et développement de la Capitale-Nationale	60,6	60,1	60,1	77,4	67,1
Tourisme					
Développement du tourisme	47,2	80,7	81,6	108,5	41,5
Direction, administration et gestion des programmes	17,4	17,3	17,3	16,2	17,1
Organismes relevant du ministre	93,7	94,8	94,8	88,2	88,5
Transports					
Administration et services corporatifs	63,3	60,7	60,7	63,7	59,5
Infrastructures et systèmes de transport	699,9	672,9	676,0	622,6	575,7

Mission Économie et Environnement, dépenses par portefeuille et programme¹ (suite)

(en millions de dollars)

Portefeuilles et programmes	Budget de dépenses 2019-2020	Budget de dépenses 2018-2019²	Dépense probable 2018-2019	Dépenses 2017-2018	Dépenses 2016-2017
Travail, Emploi et Solidarité sociale					
Mesures d'aide à l'emploi	833,4	818,0	880,1	842,2	840,1
Total	6 171,3	5 921,2	6 033,2	5 899,4	5 530,0

¹ Les dépenses de programmes par mission sont présentées selon la structure budgétaire 2019-2020. Les données étant arrondies, la somme des montants inscrits peut ne pas correspondre au total.

² Les données au titre du budget de dépenses 2018-2019 correspondent aux dépenses comparatives 2018-2019 apparaissant au volume « Crédits des ministères et organismes ».

Mission Soutien aux personnes et aux familles, dépenses par portefeuille et programme¹

(en millions de dollars)

Portefeuilles et programmes	Budget de dépenses 2019-2020	Budget de dépenses 2018-2019²	Dépense probable 2018-2019	Dépenses 2017-2018	Dépenses 2016-2017
Éducation et Enseignement supérieur					
Condition féminine	18,6	17,1	17,1	18,8	10,9
Famille					
Curateur public	58,0	53,4	53,4	67,5	64,7
Mesures d'aide à la famille	106,4	92,9	92,5	68,6	92,1
Planification, recherche et administration	55,7	54,7	54,7	48,3	48,3
Services de garde	2 567,1	2 423,4	2 373,8	2 333,9	2 313,6
Justice					
Autres organismes relevant du ministre	200,5	204,6	204,9	202,7	200,8
Indemnisation et reconnaissance	150,6	150,9	150,9	124,0	123,9
Santé et Services sociaux					
Condition des Aînés et des Proches aidants	56,6	32,9	34,8	23,2	37,6
Travail, Emploi et Solidarité sociale					
Gouvernance, administration et services à la clientèle	556,9	528,9	553,9	539,4	519,5
Mesures d'aide financière	3 078,1	3 013,6	3 017,8	2 950,0	2 965,3
Total	6 848,3	6 572,4	6 553,7	6 376,3	6 376,8

¹ Les dépenses de programmes par mission sont présentées selon la structure budgétaire 2019-2020. Les données étant arrondies, la somme des montants inscrits peut ne pas correspondre au total.

² Les données au titre du budget de dépenses 2018-2019 correspondent aux dépenses comparatives 2018-2019 apparaissant au volume « Crédits des ministères et organismes ».

Mission Gouverne et Justice, dépenses par portefeuille et programme¹

(en millions de dollars)

Portefeuilles et programmes	Budget de dépenses 2019-2020	Budget de dépenses 2018-2019 ²	Dépense probable 2018-2019	Dépenses 2017-2018	Dépenses 2016-2017
Assemblée nationale					
Direction générale à l'administration, affaires institutionnelles et de la Bibliothèque de l'Assemblée nationale	56,8	56,5	56,5	52,8	53,0
Secrétariat général et affaires juridiques et parlementaires	11,3	11,3	11,3	10,6	10,4
Services statutaires aux parlementaires	68,8	69,8	69,8	72,0	71,2
Personnes désignées par l'Assemblée nationale					
Administration du système électoral	48,6	133,1	133,1	47,7	41,0
Le Commissaire à l'éthique et à la déontologie	1,4	1,6	1,6	1,1	0,7
Le Commissaire au lobbying	3,6	3,5	3,5	3,3	3,2
Le Protecteur du citoyen	18,0	17,9	17,9	16,9	15,1
Le Vérificateur général	34,1	32,2	31,2	29,7	28,3
Affaires municipales et Habitation					
Commission municipale du Québec	9,7	5,1	5,0	3,2	2,8
Compensations tenant lieu de taxes et soutien aux municipalités	654,4	639,1	667,2	687,1	601,1
Soutien aux activités ministérielles	60,3	59,4	58,7	50,1	51,5
Conseil du trésor et Administration gouvernementale					
Commission de la fonction publique	4,9	4,6	4,6	3,8	3,6
Fonds de suppléance	851,7	969,9	758,4	-	-
Régimes de retraite et d'assurances	380,3	348,8	348,8	391,2	356,8
Soutien au Conseil du trésor	84,8	81,4	81,4	63,5	60,4
Soutien aux fonctions gouvernementales	213,5	203,7	202,0	220,3	379,7
Conseil exécutif					
Accès à l'information et réforme des institutions démocratiques	10,0	10,6	10,6	8,8	8,4
Affaires autochtones	294,3	283,4	284,1	261,6	256,1
Cabinet du lieutenant-gouverneur	0,8	0,8	0,8	0,7	0,8
Jeunesse	46,4	45,9	45,9	38,4	38,0
Relations avec les Québécois d'expression anglaise	5,5	3,0	3,0	-	-
Relations canadiennes	14,1	15,0	15,1	12,0	11,4
Services de soutien auprès du premier ministre et du Conseil exécutif	97,4	96,5	93,9	86,9	82,0
Finances					
Activités en matière économique, fiscale, budgétaire et financière	59,7	57,2	59,4	51,6	46,1
Contributions, frais de services bancaires et provisions pour transférer des crédits	109,9	114,3	25,5	20,5	21,3
Direction et administration	30,6	29,5	31,0	159,0	46,7

Mission Gouverne et Justice, dépenses par portefeuille et programme¹ (suite)

(en millions de dollars)

Portefeuilles et programmes	Budget de dépenses 2019-2020	Budget de dépenses 2018-2019²	Dépense probable 2018-2019	Dépenses 2017-2018	Dépenses 2016-2017
Justice					
Activité judiciaire	132,1	131,6	131,4	129,9	118,4
Administration de la justice	375,0	358,4	359,2	311,7	274,3
Justice administrative	16,4	15,1	15,1	14,3	14,5
Poursuites criminelles et pénales	168,3	164,1	166,2	142,2	128,8
Sécurité publique					
Direction et administration	68,2	72,4	71,3	62,7	56,4
Encadrement et surveillance	51,7	39,9	40,1	33,4	31,1
Expertises scientifiques et médico-légales	22,8	21,1	23,6	22,0	21,1
Gestion du système correctionnel	539,6	529,9	536,3	508,6	475,7
Sécurité et prévention	195,7	237,2	251,3	252,6	144,4
Services de la Sûreté du Québec	690,9	687,2	709,4	692,0	699,7
Total	5 431,5	5 551,3	5 324,2	4 462,1	4 154,0

¹ Les dépenses de programmes par mission sont présentées selon la structure budgétaire 2019-2020. Les données étant arrondies, la somme des montants inscrits peut ne pas correspondre au total.

² Les données au titre du budget de dépenses 2018-2019 correspondent aux dépenses comparatives 2018-2019 apparaissant au volume « Crédits des ministères et organismes ».

Mission Service de la dette, dépenses par portefeuille et programme¹

(en millions de dollars)

Portefeuilles et programmes	Budget de dépenses 2019-2020	Budget de dépenses 2018-2019²	Dépense probable 2018-2019	Dépenses 2017-2018	Dépenses 2016-2017
Culture et Communications					
Direction, administration et soutien à la mission	3,3	3,4	3,4	3,5	3,5
Finances					
Service de la dette	6 586,0	6 772,0	6 772,0	7 144,7	7 539,8
Total	6 589,3	6 775,4	6 775,4	7 148,1	7 543,4
Total des missions	87 940,0	83 644,8	83 644,8	79 576,0	76 919,6

¹ Les dépenses de programmes par mission sont présentées selon la structure budgétaire 2019-2020. Les données étant arrondies, la somme des montants inscrits peut ne pas correspondre au total.

² Les données au titre du budget de dépenses 2018-2019 correspondent aux dépenses comparatives 2018-2019 apparaissant au volume « Crédits des ministères et organismes ».

APPENDICE B

INDICATEURS ÉCONOMIQUES ET BUDGÉTAIRES

Cet appendice présente l'évolution des principaux indicateurs économiques et budgétaires du Québec depuis l'exercice financier 2005-2006, soit pour une période de 15 ans, et se compose de trois tableaux présentant :

- l'évolution des dépenses de programmes, du service de la dette et des dépenses budgétaires;
- l'évolution au Québec de certains indicateurs spécifiques;
- les dépenses par portefeuille.

B.1

Évolution des dépenses de programmes, du service de la dette et des dépenses budgétaires¹

	Dépenses de programmes		Service de la dette		Dépenses budgétaires	
	M\$	variation en %	M\$	variation en %	M\$	variation en %
2005-2006	46 839	2,9	7 042	0,1	53 881	2,5
2006-2007	49 081	4,8	7 185	2,0	56 266	4,4
2007-2008	51 833	5,6	7 160	(0,3)	58 993	4,8
2008-2009	55 258	6,6	6 639	(7,3)	61 897	4,9
2009-2010	58 279	5,5	6 240	(6,0)	64 519	4,2
2010-2011	60 292	3,5	7 084	13,5	67 376	4,4
2011-2012	62 180	3,1	7 348	3,7	69 528	3,2
2012-2013	63 313	1,8	7 766	5,7	71 079	2,2
2013-2014	65 905	4,1	8 434	8,6	74 339	4,6
2014-2015	66 950	1,6	8 150	(3,4)	75 100	1,0
2015-2016	67 186	0,4	7 955	(2,4)	75 141	0,1
2016-2017	69 376	3,3	7 543	(5,2)	76 920	2,4
2017-2018	72 428	4,4	7 148	(5,2)	79 576	3,5
2018-2019 ²	76 869	6,1	6 775	(5,2)	83 645	5,1
2019-2020 ²	81 351	5,8	6 589	(2,7)	87 940	5,1

¹ Les dépenses budgétaires excluent les entités consolidées. Les données étant arrondies, la somme des montants inscrits peut ne pas correspondre au total.

² Prévisions.

B.2

Évolution au Québec de certains indicateurs spécifiques¹

	Population en milliers ²	Taux de croissance du PIB ³	Taux d'inflation au Canada ⁴	Dépenses de programmes		
				en %	par habitant	
		en %	en %	du PIB	en \$	variation en %
2005-2006	7 581	3,0	2,2	16,7	6 178	2,2
2006-2007	7 632	3,7	2,0	16,9	6 431	4,1
2007-2008	7 693	5,3	2,1	16,9	6 738	4,8
2008-2009	7 762	2,7	2,4	17,6	7 119	5,7
2009-2010	7 843	0,1	0,3	18,5	7 430	4,4
2010-2011	7 929	4,3	1,8	18,4	7 604	2,3
2011-2012	8 005	5,1	2,9	18,0	7 768	2,2
2012-2013	8 061	2,7	1,5	17,9	7 854	1,1
2013-2014	8 111	3,0	0,9	18,1	8 126	3,5
2014-2015	8 150	3,0	1,9	17,8	8 215	1,1
2015-2016	8 175	2,9	1,1	17,4	8 218	0,0
2016-2017	8 226	2,8	1,4	17,5	8 434	2,6
2017-2018	8 298	5,0	1,6	17,4	8 729	3,5
2018-2019 ⁵	8 391	4,3	2,3	17,7	9 161	5,0
2019-2020 ⁵	8 452	3,5	1,8	18,1	9 624	5,1

¹ L'information concernant les données économiques provient de Statistique Canada et du ministère des Finances.

² Population au 1^{er} juillet de l'exercice financier considéré.

³ Le PIB est calculé sur une base nominale en prenant la moyenne annuelle pour l'année civile se terminant trois mois avant la fin de l'exercice financier considéré.

⁴ Pour l'année civile se terminant trois mois avant la fin de l'exercice financier considéré.

⁵ Prévisions.

B.3

Dépenses par portefeuille¹

(en millions de dollars)

	Budget de dépenses 2019-2020	Dépense probable 2018-2019	Dépenses réelles		
			2017-2018	2016-2017	2015-2016
Assemblée nationale	137	138	135	135	130
Personnes désignées par l'Assemblée nationale	106	187	99	88	88
Affaires municipales et Habitation	2 087	1 902	1 931	1 779	1 751
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	969	953	885	846	867
Conseil du trésor et Administration gouvernementale ²	1 535	1 395	679	801	826
Conseil exécutif ²	468	453	408	397	383
Culture et Communications	772	772	789	696	679
Économie et Innovation	1 093	1 057	890	1 043	597
Éducation et Enseignement supérieur	20 897	19 455	17 991	17 071	16 610
Énergie et Ressources naturelles	88	127	100	67	70
Environnement et Lutte contre les changements climatiques	205	205	283	159	149
Famille	2 787	2 574	2 518	2 519	2 543
Finances ²	200	116	231	114	127
Forêts, Faune et Parcs	526	537	609	486	441
Immigration, Diversité et Inclusion ²	482	174	220	169	150
Justice	1 043	1 028	925	861	866
Relations internationales et Francophonie	112	112	124	117	99
Santé et Services sociaux	40 824	38 609	36 731	35 427	34 300
Sécurité publique	1 629	1 692	1 649	1 495	1 383
Tourisme	158	194	213	147	122
Transports	763	737	686	635	658
Travail, Emploi et Solidarité sociale	4 468	4 452	4 332	4 325	4 347
Dépenses de programmes	81 351	76 869	72 428	69 376	67 186
Service de la dette	6 589	6 775	7 148	7 543	7 955
Dépenses budgétaires	87 940	83 645	79 576	76 919	75 141

¹ Les dépenses par portefeuille sont présentées selon la structure budgétaire 2019-2020. Les données étant arrondies, la somme des montants inscrits peut ne pas correspondre au total. À noter que le reclassement des dépenses par portefeuille n'est pas définitif. Des discussions additionnelles pourraient faire varier la répartition de ces dépenses.

² Le budget de dépenses 2019-2020 de ce portefeuille contient une ou des provisions qui permettent des transferts de crédits à d'autres portefeuilles et les dépenses qui y sont comptabilisées dans les exercices financiers antérieurs sont diminuées en raison de tels transferts.

Dépenses réelles									
2014-2015	2013-2014	2012-2013	2011-2012	2010-2011	2009-2010	2008-2009	2007-2008	2006-2007	2005-2006
126	122	119	115	113	114	115	114	107	99
123	130	151	74	70	70	134	70	131	58
1 848	1 742	1 783	1 825	1 754	1 740	1 657	1 609	1 669	1 622
922	1 047	1 068	1 059	1 056	1 098	704	722	692	656
737	913	523	584	803	543	533	502	700	514
396	397	389	368	351	341	325	314	263	261
661	665	649	675	650	657	646	626	597	539
726	734	646	852	759	865	942	668	492	661
16 626	16 480	15 813	15 573	15 198	14 655	14 323	13 400	12 636	12 278
74	63	93	121	100	112	120	120	112	115
150	164	163	163	169	169	167	152	146	154
2 583	2 514	2 424	2 405	2 240	2 047	1 944	1 826	1 714	1 618
96	99	84	109	87	280	218	84	79	82
456	479	540	562	637	621	516	567	391	322
156	162	157	166	172	164	155	129	122	113
833	839	810	776	715	694	687	672	718	643
96	104	115	116	118	123	127	113	100	100
33 790	32 645	31 143	29 991	28 806	27 502	25 655	24 081	22 473	21 182
1 410	1 386	1 372	1 334	1 213	1 198	1 174	1 099	1 021	962
124	135	129	142	140	144	136	144	143	158
662	708	713	744	745	737	703	619	604	567
4 355	4 377	4 429	4 425	4 397	4 404	4 277	4 200	4 171	4 134
66 950	65 905	63 313	62 180	60 292	58 279	55 258	51 833	49 081	46 839
8 150	8 434	7 766	7 348	7 084	6 240	6 639	7 160	7 185	7 042
75 100	74 339	71 079	69 528	67 376	64 519	61 897	58 993	56 266	53 881

